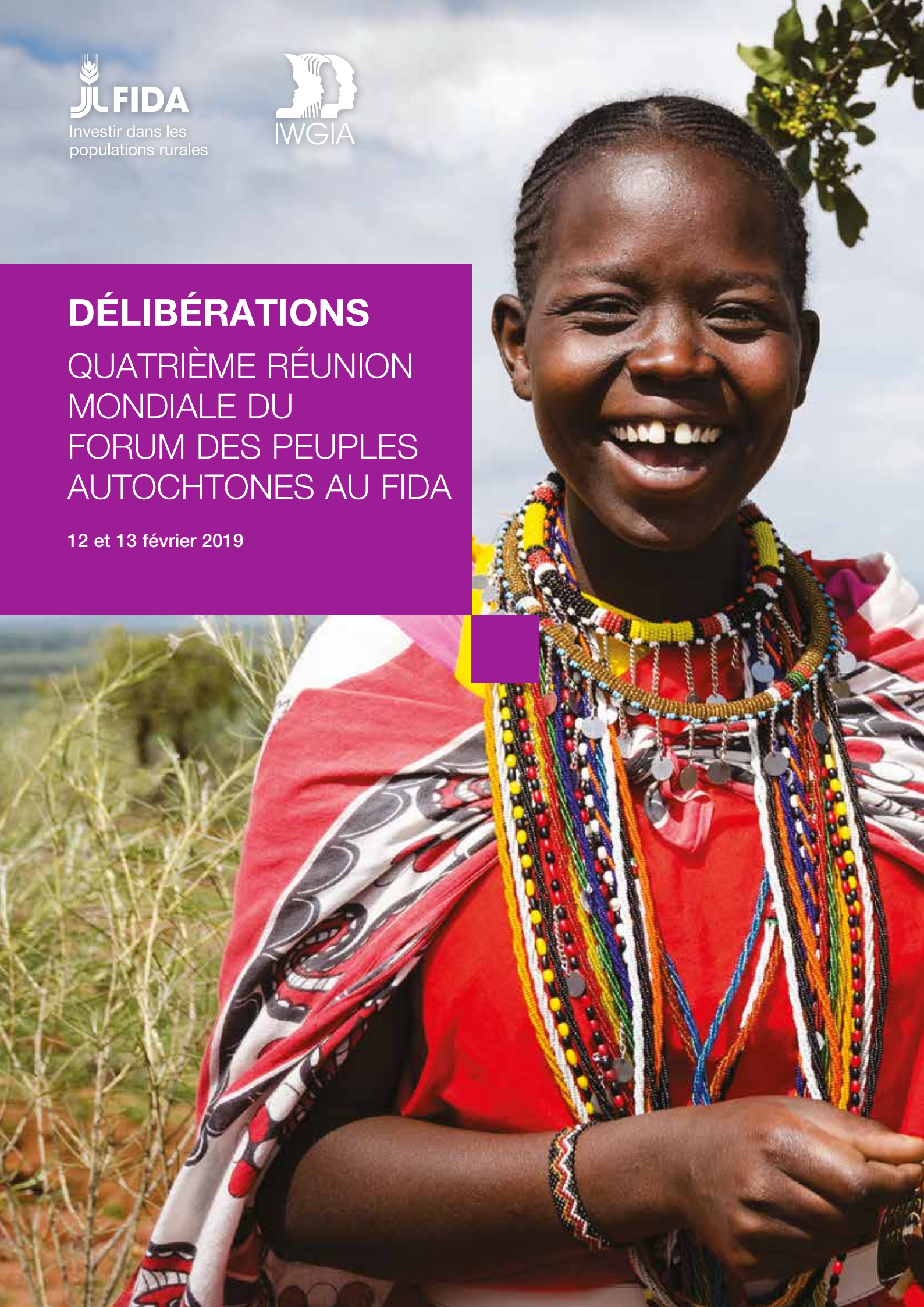


DÉLIBÉRATIONS

QUATRIÈME RÉUNION
MONDIALE DU
FORUM DES PEUPLES
AUTOCHTONES AU FIDA

12 et 13 février 2019



Le présent rapport a été préparé par Mme Valeria Galletti, consultante indépendante, sous la supervision de M. Mattia Prayer Galletti, Spécialiste technique principal, Questions autochtones et tribales, au sein de la Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale (ECG) du Département de la stratégie et des savoirs (SKD) du FIDA.

Toutes les photographies du Forum: ©FIDA/Flavio Ianniello



DÉLIBÉRATIONS

QUATRIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

Organisée en parallèle à la quarante-deuxième
session du Conseil des gouverneurs du FIDA

**Thème: Promouvoir les savoirs et innovations des
peuples autochtones en faveur de la résilience aux
changements climatiques et du développement durable**

12 et 13 février 2019

HISTORIQUE

À propos du Forum des peuples autochtones au FIDA

Les peuples autochtones du monde entier ont demandé à de multiples reprises un dialogue plus systématique avec les institutions des Nations Unies. En réponse, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a pris une série d'initiatives et mis au point des instruments clés pour collaborer avec ces peuples. La Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, approuvée par le Conseil d'administration du FIDA en 2009, fait partie de ces instruments.

Le Forum des peuples autochtones au FIDA a été créé en 2011 en tant qu'instrument clé pour la mise en œuvre de cette politique et processus permanent de consultation et de concertation entre les représentants des peuples autochtones, du FIDA et des gouvernements. Le Forum permet aux participants d'évaluer l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, de mener des consultations sur le développement rural et la réduction de la pauvreté, et de promouvoir la participation des organisations de peuples autochtones (OPA) aux activités du FIDA aux niveaux national, régional et international. Le Forum constitue un processus unique au sein du système des Nations Unies, offrant aux peuples autochtones et au FIDA la possibilité de renforcer encore leur collaboration pour la transformation du monde rural et d'aider le FIDA à mettre en œuvre sa politique et à traduire ses principes en action sur le terrain.

La réunion mondiale du Forum des peuples autochtones se tient tous les deux ans, parallèlement à celle du Conseil des gouverneurs, le principal organe décisionnel du FIDA. En prévision de chaque réunion mondiale, des ateliers de consultation sont organisés dans chaque région, afin que le Forum reflète la diversité des points de vue et des recommandations recueillis auprès des peuples autochtones des différentes régions.

Quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA – Délégués des peuples autochtones et personnes-ressources. Photographie prise au siège du FIDA, le 13 février 2019.



L'ensemble du processus est dirigé par un Comité de pilotage composé de sept représentants d'OPA de différentes régions et de trois autres membres représentant le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) et le FIDA.

Le thème de la quatrième réunion mondiale

Conformément à l'approche adoptée par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – "ne laisser personne de côté", le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 réaffirme l'engagement du FIDA en faveur du développement autonome des peuples autochtones, tout en respectant et en améliorant leurs moyens d'existence, leurs métiers et leurs savoirs traditionnels. Le FIDA met fortement l'accent sur la restauration, la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes et de leurs services, grâce à l'engagement des peuples autochtones à fournir des services environnementaux prenant en compte leurs savoirs et leur culture traditionnels.

La Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a reconnu en 2015 l'importance de la participation des peuples autochtones aux politiques et aux mesures relatives aux changements climatiques. L'adoption de l'Accord de Paris par la COP a été une décision reconnaissant que les changements climatiques constituaient une préoccupation commune à l'humanité et que, en agissant pour lutter contre les changements climatiques, les parties devraient prendre en compte et respecter leurs obligations respectives en matière de droits des peuples autochtones. La décision reconnaissait également la nécessité de renforcer les savoirs, les technologies et les pratiques des peuples autochtones dans leurs efforts pour faire face aux changements climatiques.

L'opérationnalisation de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones créée par la COP23, en 2017, et l'adoption par le Fonds vert pour le climat (GCF) d'une politique relative aux peuples autochtones, en 2018, constituent deux avancées majeures dans la participation des peuples autochtones à la prise de décisions liées à l'action pour le climat et à la protection de leurs droits.

Ces évolutions récentes montrent qu'il est important de veiller à ce que les politiques et les initiatives du FIDA promeuvent et appuient les savoirs et les innovations des peuples autochtones dans les domaines de la résilience face aux changements climatiques et du développement durable. Le Comité de pilotage du Forum a décidé que cela devrait être le thème général de la quatrième réunion mondiale du Forum.

Les moyens d'existence, l'identité et la culture des peuples autochtones sont étroitement liés à la terre et aux autres ressources naturelles de leurs territoires, alors que les régions géographiques et les écosystèmes où ils vivent sont particulièrement exposés aux effets des changements climatiques. Du fait de leur dépendance à l'égard des actifs naturels et de leurs relations étroites avec leur environnement, les peuples autochtones sont parmi les plus touchés par les changements climatiques.

Les défis auxquels les peuples autochtones sont confrontés en raison des changements climatiques sont multiples. Dans de nombreuses zones arides, les changements climatiques entraînent des sécheresses prolongées ou des précipitations excessives et des inondations, causant des dommages considérables à la végétation et au bétail des pasteurs et des peuples indigènes nomades, et ayant pour conséquences insécurité alimentaire et malnutrition.

Combinés à la déforestation, les changements climatiques entraînent également une probabilité accrue d'incendies de forêt. La hausse des températures et la perte d'eau souterraine dans les forêts tropicales réduisent la biodiversité et affectent les moyens d'existence de nombreuses communautés autochtones.

Dans la région du Pacifique, les peuples autochtones sont fortement touchés par l'élévation du niveau de la mer et l'érosion croissante provoquée par les tempêtes, affectant ainsi leurs activités de pêche et de chasse, sources de leurs moyens d'existence.

L'Arctique connaît actuellement l'un des changements climatiques les plus rapides et les plus graves de la planète, entraînant la fonte du permafrost et la fonte des neiges de montagne, des glaciers et de la glace de mer. Pour les habitants autochtones, cela se traduit par la perte de leur culture de chasse et de partage de la nourriture, la réduction de la banquise rendant les animaux dont ils dépendent moins accessibles.

Ces changements climatiques exacerbent les difficultés déjà rencontrées par les communautés vulnérables – notamment la marginalisation économique et politique, la perte de terres et de ressources et les violations des droits de l'homme. Ces changements peuvent constituer de sérieux défis, rendant problématiques, pour les communautés autochtones, le maintien et l'adaptation de leurs moyens d'existence traditionnels, et menacer leurs cultures et leurs modes de vie.

Malgré cette vulnérabilité, les peuples autochtones sont particulièrement bien placés pour faire face aux changements climatiques et s'y adapter, en raison de leur relation étroite avec leur environnement. Ils sont des agents de changement décisifs pour une action efficace en faveur du climat, un développement durable et une croissance verte.

Les peuples autochtones vivent sur des territoires qui portent une grande partie des forêts de la planète; ils sont les gardiens d'une grande partie de la biodiversité mondiale. Ils sont les dépositaires d'approches traditionnelles en matière d'apprentissage, de savoirs et culturelles d'une grande pertinence et d'une grande valeur pour l'adaptation aux changements climatiques. Les pratiques d'adaptation, traditionnelles et innovantes – telles que les techniques de construction améliorées, la collecte des eaux de pluie et la réduction des risques de catastrophe au niveau communautaire – améliorent la résilience. Plusieurs variétés végétales indigènes et pratiques agricoles autochtones présentent des avantages en ce qui concerne la tolérance à la sécheresse, aux ravageurs et aux inondations.

Le rôle des peuples autochtones est particulièrement important dans la gestion durable des ressources et dans la conservation de l'environnement et de la biodiversité, indispensables à la lutte contre les changements climatiques.

Pendant plus de deux décennies, les peuples autochtones ont plaidé pour une plus grande protection de leurs droits et une participation accrue aux négociations et aux actions relatives aux changements climatiques. La réussite des efforts de plaidoyer a abouti à une prise de conscience et une reconnaissance accrues du rôle qu'ils peuvent jouer dans la résolution de problèmes mondiaux comme les changements climatiques. L'intérêt croissant porté aux valeurs socioculturelles et spirituelles des peuples autochtones – et le désir de tirer parti des savoirs et de l'expérience autochtones pour appuyer les approches d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques – ouvre de nouvelles et vastes perspectives.

PRÉPARATION DE LA RÉUNION MONDIALE 2019 DU FORUM: LES ATELIERS RÉGIONAUX DE CONSULTATION

Des ateliers régionaux de consultation ont été organisés, à la fin de 2018, dans quatre régions – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, et Pacifique – en préparation de la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA.

Les ateliers ont réuni des représentants d'organisations, d'institutions et de communautés de peuples autochtones; des organisations nationales et régionales participant à des projets financés par le FIDA; des membres du personnel du FIDA; des partenaires de l'IPAF; des membres de l'UNPFII; et des représentants des gouvernements.

Durant les ateliers, les participants ont évalué les progrès de la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion mondiale et des plans d'actions régionaux, comme convenu en 2017 avec les divisions régionales du FIDA.

Les participants ont eu l'occasion d'échanger des savoirs et des expériences sur la résilience face aux changements climatiques et sur le développement durable. Ils ont en outre identifié les problèmes et les possibilités de renforcement des bonnes pratiques en tant que solutions durables pour l'avenir, ainsi que les éléments clés pour améliorer les stratégies du FIDA et appuyer leur mise en œuvre.

Sur la base des débats, les ateliers régionaux ont formulé des suggestions et des recommandations concrètes concernant les savoirs et les innovations des peuples autochtones en matière de résilience face aux changements climatiques et de développement durable, qu'ils ont présentées à la réunion mondiale¹.

Encadré 1. Les ateliers régionaux de consultation

Afrique: Nairobi, Kenya, du 19 au 23 novembre 2018, organisé par l'Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoto (MPIDO) et le Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA).

Asie: Bogor, Indonésie, du 12 au 15 novembre 2018, organisé par Aliansi Masyarakat Adat Nusantara (AMAN) et IWGIA.

Amérique latine et Caraïbes: Panama City, Panama, du 10 au 13 décembre 2018, organisé par le Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones (CADPI) et IWGIA.

Pacifique: Nadi, Fidji, du 4 au 7 décembre 2018, organisé par le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON) et IWGIA.

¹ La synthèse et les rapports des ateliers régionaux de consultation peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/documents/38714174/41098608/R%C3%A9unions+de+consultation+r%C3%A9gionaux+2018.pdf/d3764ba3-5fad-3a2e-fe39-cde3cbe434e3>.

FAITS MARQUANTS DE LA QUATRIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM

La quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones s'est tenue les 12 et 13 février 2019, au moment de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Ont participé à la réunion 38 représentants des peuples autochtones², dont 45% de femmes et 24% de jeunes de moins de 35 ans, venus d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, afin d'échanger leurs points de vue sur l'évolution du partenariat avec le FIDA. Plus de 40 représentants d'organisations partenaires telles que des ONG, des fondations, des organisations internationales, des organismes des Nations Unies, des instituts de recherche et des universités ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs.

Ouverture du Forum

Le Forum s'est ouvert avec une cérémonie traditionnelle conduite par les délégués de peuples d'Asie: Chakma, Kankanaey et Bunong. La réunion mondiale a ensuite été officiellement ouverte par le **Président du FIDA, M. Gilbert Hougbo**, qui a mis en lumière l'ambition du FIDA de créer un monde libéré de la pauvreté et de la faim, et l'engagement spécial du Fonds aux côtés des peuples autochtones.

Le Président a déclaré que les peuples autochtones étaient représentés de manière disproportionnée au sein des populations pauvres: ils constituent seulement 5% de la population mondiale, mais environ 15% de ceux qui vivent dans une extrême



La cérémonie d'ouverture de la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones.

2 On trouvera en annexe la liste complète des participants.

pauvreté. Sur cette base, “la communauté du développement mondial doit absolument travailler main dans la main avec les peuples autochtones pour atteindre le premier objectif de développement durable (ODD), qui est de mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde”. Dans ce contexte, il a rappelé à la réunion que le partenariat avec les peuples autochtones fait “partie de l’ADN du FIDA”.

À propos du thème choisi pour la réunion mondiale, le Président du FIDA a reconnu que, du fait de leurs liens profonds avec les écosystèmes et de leur dépendance à l’égard de ces écosystèmes, les peuples autochtones perçoivent mieux que d’autres les changements liés au climat. Gardiens de 80% de la biodiversité restante dans le monde, les peuples autochtones ont beaucoup à enseigner sur la façon de respecter, protéger et conserver les ressources naturelles. Le Président estime que le monde a besoin des savoirs et des innovations des peuples autochtones, qui peuvent fournir des enseignements précieux sur la manière de s’adapter aux changements climatiques et d’en atténuer les effets, et d’accroître la résilience.

Il a en outre fait part de sa préoccupation face à l’augmentation spectaculaire des attaques et de la violence dirigées contre les peuples autochtones. Il considère toutefois la présence d’un grand nombre de partenaires au Forum comme un témoignage de l’engagement commun à œuvrer de concert pour s’exprimer plus fortement à propos des problèmes qui les concernent.

Il a conclu en soulignant que l’élimination de la pauvreté et de la faim dépendra de la collaboration intersectorielle et de la recherche de solutions novatrices. Nombre de ces solutions “se trouvent dans les savoirs traditionnels et la capacité de résolution créative de problèmes des peuples autochtones”.

Dans leurs observations liminaires, les membres du Comité de pilotage du Forum ont mis l’accent sur les résultats obtenus dans le cadre du partenariat entre les peuples autochtones et le FIDA, et exprimé leur profonde appréciation de l’engagement et de l’appui du FIDA au cours des dernières années.

M. Joseph Ole Simel (Directeur exécutif du MPIDO, Kenya) a souligné, en particulier, la valeur ajoutée créée par le Forum en tant que processus de dialogue et de création de partenariats visant à résoudre les problèmes rencontrés par les communautés autochtones. Dans le même temps, il a insisté sur le fait que les effets des changements climatiques continuent de compromettre la capacité des peuples autochtones de se nourrir. L’exclusion de l’élaboration des politiques et l’accès limité à la terre et aux ressources naturelles, ainsi qu’à leur gestion, continuent d’affecter les peuples autochtones et d’entraver la réalisation des ODD.

Selon M. Simel, le partenariat entre les parties prenantes, notamment les peuples autochtones, les organes et institutions des Nations Unies, le secteur privé et les fondations sera essentiel pour remédier à cette situation. La décentralisation des opérations du FIDA représente également une occasion d’améliorer le partenariat et la collaboration avec le FIDA au niveau des pays.

Mme Mane Yun (Conseillère technique auprès de l’Organisation cambodgienne des peuples autochtones – CIPO, Cambodge) et **M. Ulaiasi Radoke Baya** (Consultant, Customary Land Solutions, Îles Fidji) ont rendu hommage aux dirigeants du FIDA pour leur engagement et pour les instruments élaborés pour la mise en œuvre de la politique, tels que l’IPAF et le Forum lui-même. Ils ont souligné comment ces instruments ont apporté de multiples contributions efficaces à l’amélioration des moyens d’existence et du bien-être des peuples autochtones. **M. Jesus Amadeo Martinez Guzman** (membre du Bureau du Conseil autochtone d’Amérique centrale –



M. Joseph Ole Simel (Kenya) et M. Ulaiasi Radoke Baya (Îles Fidji) interviennent durant l’ouverture de la réunion mondiale.



Mme Mane Yun (membre du Comité de pilotage du Forum, Cambodge).

CICA, El Salvador) a repris à son compte les déclarations des intervenants précédents et ajouté une référence aux bonnes pratiques et aux résultats obtenus en matière de participation à l'élaboration des politiques au niveau des pays. Il a notamment cité l'exemple d'El Salvador, où la concertation sur les politiques menée par les OPA, le gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies a conduit à l'adoption, en 2018, du Plan d'action national pour les peuples autochtones.

M. Phoolman Chaudhary (membre de l'UNPFII) a souligné la nécessité de respecter les droits humains des peuples autochtones et d'apprécier à leur juste valeur leurs modes de vie, savoirs et traditions, ainsi que l'importance d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) pour tous les projets les concernant.

Dans son discours liminaire, **Mme Victoria Tauli-Corpuz** (Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) a tracé, pour les participants, une brève histoire des peuples autochtones au sein du système des



Mme Victoria Tauli-Corpuz partage quelques points saillants de son travail en tant que Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Nations Unies et partagé quelques points saillants de son travail en tant que rapporteuse spéciale. Tout en se félicitant des progrès et des gains réalisés à tous les niveaux, elle a mis l'accent sur le fait que les peuples autochtones sont toujours confrontés à des problèmes.

Elle a souligné, en particulier, à quel point encore les peuples autochtones de nombreuses régions du monde souffrent de discrimination et sont les victimes des pires formes d'impunité et de criminalisation. Les dirigeants et les militants sacrifient leur vie dans la lutte pour faire valoir leurs droits fondamentaux. Les rapports de Global Witness en 2016 et 2017 montrent la représentation disproportionnée des peuples autochtones parmi ceux qui ont été

tués en défendant leurs terres et en protégeant l'environnement. Rien qu'en 2017, 207 défenseurs des droits de l'homme ont été tués.

Mme Tauli-Corpuz a appelé à l'adoption d'une approche de tolérance zéro à l'égard des meurtres et de la violence contre les défenseurs autochtones des droits de l'homme et à s'attaquer aux causes profondes des attaques et de leur criminalisation, en reconnaissant les droits fonciers collectifs des peuples autochtones.

À propos du thème du Forum, elle a déclaré que les peuples autochtones possédaient l'expérience et les systèmes de savoirs nécessaires pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques. C'est pourquoi ils persistent dans leurs actions et leurs plaidoyers et insistent sur l'utilisation, le partage et la transmission de leurs savoirs traditionnels afin de protéger leurs écosystèmes, indispensables pour la résilience et l'adaptation. Dans ce contexte, il sera essentiel de fournir des ressources pour améliorer encore les savoirs, innovations et pratiques traditionnels des peuples autochtones en rapport avec l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, notamment par le biais du Fonds vert pour le climat.

Enfin, elle a souligné que le bien-être économique, social, environnemental et culturel des peuples autochtones aura plus de chances d'être atteint si les véritables décisions sont prises par eux-mêmes et dans le cadre de leurs propres systèmes de gouvernance. À cet égard, la décentralisation du FIDA pourrait offrir davantage de possibilités d'appuyer ces processus.

Une animation vidéo³ conçue avec l'appui du FIDA a été présentée après les observations de Mme Tauli-Corpuz.

3 Lien vers la vidéo (en anglais): https://www.youtube.com/watch?v=5YkZJNB_Xfw&feature=youtu.be.

TENDANCES ET ÉVOLUTION DU PARTENARIAT ENTRE LE FIDA ET LES PEUPLES AUTOCHTONES

Partenariat en action

Comme lors des précédentes réunions mondiales du Forum des peuples autochtones, le FIDA a présenté un rapport analysant les tendances et l'évolution du partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones au cours de la période biennale concernée et faisant le point sur les diverses expériences de collaboration entre eux, tout en examinant les formes de la collaboration en cours et en mettant en lumière les exemples de réussite et les réalisations.

En particulier, le FIDA a approuvé, au cours des deux années écoulées, quatre programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui intègrent spécifiquement les questions relatives aux peuples autochtones et aux minorités ethniques (en Inde, au Laos, aux Philippines et au Pérou) et a approuvé 32 projets les appuyant⁴. Les dispositions relatives au CPLCC ont été incluses dans la conception de tous les projets. Dans certains cas, des experts autochtones – ou des consultants spécialistes des peuples autochtones – ont été associés à la conception des projets (en Colombie et en Tanzanie, par exemple).

Le rapport souligne en outre que les projets et programmes appuyés par le FIDA encouragent de plus en plus la formation à la culture, à l'identité et au développement autonome des peuples autochtones, améliorant ainsi la capacité du personnel des projets de s'engager aux côtés des peuples autochtones au niveau des pays. Des efforts sont également déployés pour le suivi-évaluation (S&E) des projets, avec l'inclusion d'indicateurs ventilés par appartenance ethnique ou l'adoption d'indicateurs spécifiques présentant un intérêt pour les peuples autochtones.

Le FIDA a en outre indiqué qu'un don de 3 millions d'USD a été approuvé pour financer le cycle 2018-2020 de l'IPAF, conformément à la recommandation de la précédente réunion mondiale du Forum⁵.

Le FIDA a également produit des documents d'information pour tirer parti des expériences et des bonnes pratiques, comme l'étude⁶ sur les droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources naturelles, et l'évaluation du quatrième cycle de l'IPAF⁷.

D'importants progrès accomplis au cours de la période biennale ont aussi été concrétisés: signature par le FIDA de l'accord-cadre d'accréditation, qui ouvre la possibilité, pour le Fonds vert pour le climat, de financer des projets du FIDA en rapport avec le climat; approbation, par le Conseil d'administration du FIDA, du



M. Mattia Prayer Galletti (FIDA) décrit les progrès et les résultats obtenus dans le cadre du partenariat avec les peuples autochtones au cours de la période biennale 2017-2018.

4 On compte, parmi ceux-ci, 22 prêts et dons spécifiques à un pays, avec une contribution directe du FIDA au profit des peuples autochtones et des minorités ethniques d'environ 205 millions d'USD, et 10 dons régionaux et mondiaux d'un montant d'environ 11 millions d'USD.

5 Ce montant inclut un investissement du FIDA de 2 millions d'USD et la contribution d'autres partenaires (le Fonds Christensen, le Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes [FILAC], l'IWGIA, la Fondation Packard et le Tamalpais Trust).

6 https://www.ifad.org/documents/38714170/40272519/IP_report_f_web.pdf/8a34962e-d538-4ad0-ad02-249cd91815c5

7 <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41013869>

plan d'action pour la jeunesse rurale, qui mentionne spécifiquement la jeunesse autochtone en tant que sous-groupe prioritaire; et approbation, par le Conseil des gouverneurs, de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, dont le rapport souligne le rôle des peuples autochtones dans la gestion des écosystèmes et la protection de la biodiversité en tant que pilier central de l'approche du FIDA pour intégrer les questions de nutrition, d'égalité femmes-hommes, de jeunesse et de climat.

Malgré les progrès réalisés, il a été déterminé que certains domaines prioritaires exigent des efforts supplémentaires. Il s'agit notamment: i) de renforcer les capacités à plusieurs niveaux (OPA et personnel du FIDA); ii) de suivre la participation des peuples autochtones à l'élaboration des stratégies de pays et à la conception des projets; iii) de mobiliser des fonds additionnels pour l'IPAF; iv) d'appuyer les OPA afin qu'elles obtiennent un accès au soutien financier du Fonds vert pour le climat; v) de recueillir des données ventilées et d'utiliser des indicateurs sur le bien-être des peuples autochtones; vi) de renforcer la participation des OPA aux processus d'élaboration des politiques, en profitant de la décentralisation du FIDA; vii) d'associer les jeunes autochtones aux opérations du FIDA; et viii) de rechercher des occasions d'échanges horizontaux Sud-Sud.

À la suite de l'exposé, les représentants des OPA ont remis une récompense à **Mme Antonella Cordone** (Spécialiste technique principale, Nutrition) en reconnaissance de son engagement et de ses efforts de longue date en faveur des peuples autochtones du monde. Ils ont également souhaité la bienvenue à **M. Mattia Prayer Galletti**, récemment nommé Spécialiste technique principal, Questions autochtones et tribales.

Concertation sur les politiques

Mme Lola Garcia-Alix (Conseillère principale, Groupe de travail international pour les affaires autochtones – IWGIA) a complété les observations présentées par le FIDA en fournissant des informations sur la participation de l'IWGIA à l'élaboration des politiques au niveau des pays, en partenariat avec le FIDA et les OPA.

Elle a souligné que les processus d'élaboration des politiques appuyés jusqu'à présent ont abouti à une concertation accrue entre les peuples autochtones et les gouvernements en vue de l'élaboration de stratégies et d'initiatives visant à améliorer leur bien-être, ainsi que d'actions et de mesures visant à garantir la protection et le respect de leurs droits. Ils ont également contribué à renforcer la coopération entre les peuples autochtones et les institutions et parties prenantes concernées, notamment les commissions nationales des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les équipes de pays des Nations Unies. Outre l'expérience d'El Salvador déjà évoquée par d'autres orateurs, les cas de réussite rapportés concernent notamment le Paraguay (avec l'élaboration de principes directeurs pour les politiques publiques relatives aux peuples autochtones) et la République démocratique du Congo (avec l'adoption d'un cadre général d'action pour les peuples autochtones).

L'évaluation de l'IPAF

Mme Valeria Galletti (consultante indépendante) a présenté les points saillants de l'évaluation⁸ du quatrième appel à propositions de l'IPAF. Elle a notamment présenté les résultats pertinents obtenus dans la mise en œuvre du Mécanisme en ce qui concerne l'amélioration des moyens d'existence et l'autonomisation des peuples autochtones; l'amélioration de l'accès aux ressources naturelles et de leur gestion; et la préservation des savoirs traditionnels. Elle a en outre souligné la valeur ajoutée du Mécanisme en tant qu'instrument unique d'appui au développement autonome des peuples autochtones et son avantage comparatif pour toucher des communautés souvent isolées géographiquement et ne bénéficiant généralement pas d'initiatives de développement. Néanmoins, elle a également souligné qu'il existe un potentiel inexploité de développement durable, puisque 5% seulement des propositions remplissant les conditions requises sont financées, et qu'un effort de mobilisation est nécessaire pour réduire cet écart. Il faut également faire davantage pour appuyer le renforcement des capacités des OPA, pour le partage et l'échange de savoirs entre pairs, et pour améliorer les synergies avec les projets de pays du FIDA grâce à une concertation plus structurée.

Après sa présentation, le FIDA a annoncé les 35 projets nouvellement choisis en vue d'un financement au titre du prochain cycle de l'IPAF (2019-2020).



Mme Antonella Cordone (FIDA) reçoit une récompense remise par des représentants des peuples autochtones.

8 Voir la note de bas de page 7.

PARTENARIAT ENTRE LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LE FIDA: LA MARCHÉ À SUIVRE

Les membres du Comité de pilotage, **M. Joseph Ole Simel**, **Mme Joan Umaming Carling** (Grand groupe des peuples autochtones pour le développement durable, Philippines), **Mme Mirna Cunningham** (Directrice du CADPI, Nicaragua) et **M. Ulaiasi Baya**⁹, ont présenté en séance plénière des résumés succincts des conclusions et recommandations des ateliers régionaux de consultation réunis en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le Pacifique. L'exposé sur l'atelier tenu en Amérique latine (Panama) a été complété par la présentation d'une vidéo¹⁰.



M. José Gregorio Díaz Mirabal (Instance de coordination des organisations des peuples autochtones du bassin de l'Amazone, Venezuela), rend compte en séance plénière des résultats de la session de groupe de travail régional Amérique latine et Caraïbes.

Les exposés ont servi d'introduction aux débats tenus dans le cadre des réunions des trois groupes de travail régionaux (pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine), menés avec la participation de représentants d'OPA de différentes régions et du personnel des divisions régionales du FIDA.

La participation du personnel du FIDA a été importante, notamment de la part des directeurs, des directeurs des plateformes sous-régionales, des chargés de programme de pays et des chargés d'appui au programme de pays, ainsi que du personnel des équipes de pays (intervenant parfois par liaison vidéo).

Après un dialogue et des débats intenses et constructifs, les participants aux sessions se sont mis d'accord sur des plans d'action régionaux et/ou des recommandations pour l'exercice biennal 2019-2020.

Les résultats des discussions régionales ont également été présentés en séance plénière par **M. José Gregorio Díaz Mirabal** (Instance de coordination des organisations des peuples autochtones du bassin de l'Amazone, Venezuela), pour l'Amérique latine et les Caraïbes; par **M. Abera Ogato Onchere** (Dere Integrated Development Action, Éthiopie), pour l'Afrique; par **M. Anthony Debbarma** (Borok People's Human Rights Organization, Inde) et par **M. Liam Chicca** (Conseiller principal de portefeuille, Division Asie et Pacifique du FIDA), pour l'Asie et le Pacifique.

⁹ Voir note de bas de page 1.

¹⁰ Lien vers la vidéo (en espagnol): <https://www.youtube.com/watch?v=ccEwjYr0yY>.

PROMOUVOIR LES SAVOIRS ET INNOVATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES PORTEURS DE RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: QUE PEUVENT FAIRE, ENSEMBLE, LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LE FIDA?

Par leurs nombreuses interventions et présentations, les partenaires ont enrichi la discussion et permis aux participants au Forum de débattre et dialoguer sur des questions en rapport direct avec ce thème, de renforcer les échanges de savoirs et d'évaluer les possibilités d'améliorer les liaisons et de développer des synergies et des partenariats.

Fonds vert pour le climat (GCF)

M. **Leonardo Paat** (Spécialiste principal, GCF) s'est adressé au Forum par le biais d'une liaison vidéo pour informer les participants des progrès les plus récents et des activités exécutées au titre du GCF depuis son lancement. Il a indiqué que le GCF avait participé au financement de 93 projets pour un montant approximatif de 4,6 millions d'USD. Plusieurs de ces projets abordent des questions intéressantes

Les participants au Forum en séance plénière.



les peuples autochtones (par exemple, en appuyant des instruments en vue de la réduction des émissions résultant de la déforestation en Équateur, ou en mobilisant des investissements privés pour l'adaptation en Ouganda, au Ghana et au Nigéria).

En plus des projets, l'approbation par le GCF, en 2018, de sa Politique relative aux peuples autochtones a constitué un autre progrès clé. Cette politique reconnaît que les peuples autochtones ont souvent des identités et des aspirations distinctes de celles des groupes principaux au sein des sociétés nationales et qu'ils ont d'importantes contributions à apporter à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets. La politique aidera le GCF à intégrer des considérations en rapport avec les peuples autochtones dans les processus décisionnels et à éviter tout effet négatif que ses activités pourraient avoir sur les droits, les intérêts et le bien-être des peuples autochtones. Elle décrit en particulier l'exigence du CPLCC pour les projets et garantit l'accès aux avantages et la gestion des risques par le biais d'une planification et d'une exécution inclusives.

En outre, le GCF élabore actuellement des directives opérationnelles contenant des références et des outils techniques et administratifs pour la mise en œuvre de la politique, et appuiera la création d'un groupe consultatif pour les peuples autochtones, qui contribuera à la mise en œuvre, au développement et à la sensibilisation le concernant.

Les représentants des peuples autochtones ont soulevé plusieurs points et posé des questions à l'orateur, en particulier sur la possibilité pour les organisations des peuples autochtones d'avoir un accès direct aux fonds du GCF, sur la nécessité de dialoguer avec le GCF au niveau régional et de veiller à la diffusion de la politique, et sur la volonté des peuples autochtones d'être des acteurs dans ce processus, et pas uniquement des bénéficiaires.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Mme Jennifer Rubis (Spécialiste principale des questions autochtones, UNESCO) a mis l'accent, dans ses observations, sur la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, dont la création avait pour objectifs de renforcer les savoirs, les pratiques et les efforts déployés par les communautés locales et les peuples autochtones pour aborder et réagir aux changements climatiques; de faciliter l'échange d'expérience et le partage des meilleures pratiques en matière d'atténuation et d'adaptation, de manière holistique; et de renforcer l'engagement des communautés locales et des peuples autochtones dans le processus de la CCNUCC.

Elle a mis en lumière certains des progrès et des prochaines mesures en rapport avec l'opérationnalisation de la Plateforme, comme la désignation attendue en 2019 de sept représentants des organisations des peuples autochtones au sein du Groupe de travail chargé de la facilitation de la Plateforme. Ce groupe aura pour mission de proposer, pour la période 2020-2021, un plan de travail biennal pour l'exécution des fonctions de la Plateforme, et de le soumettre à l'examen de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Un atelier thématique sera également conduit, parallèlement à la cinquantième session du SBSTA, en juin 2019, sur les moyens de renforcer la participation à la Plateforme des communautés locales – en plus des peuples autochtones.

Le Saint-Siège

Mons. Fernando Chica Arellano (Observateur permanent du Saint-Siège auprès du FIDA, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial) a exprimé sa sincère gratitude pour l'occasion qui lui est offerte par le Forum de prendre connaissance de l'expérience des peuples autochtones, et de leur sagesse et savoirs ancestraux.

Faisant référence à l'encyclique *Laudato Si'*, il a insisté sur l'importance de plaider de façon intégrée et holistique en faveur de la protection de "notre maison commune", étant donné que les dégradations environnementale, humaine et éthique sont étroitement liées. Il a souligné que lorsque seul le profit mène le monde, cela engendre une spirale d'injustices. Si l'on ne comprend pas cela, nous ne laisserons en héritage aux générations futures que terres desséchées, mers appauvries, air pollué et déserts. Il a rappelé à son auditoire les mots prononcés par le Pape François à Puerto Maldonado, en 2018, durant une rencontre avec des populations amazoniennes, soulignant que la défense de la terre "n'a pas d'autre but que la défense de la vie".

Il a souligné, en conclusion, que la réponse aux défis actuels exige une conjonction des efforts, une complémentarité des points de vue et une synergie des mesures. C'est pourquoi la collaboration, la concertation et la recherche de solutions consensuelles sont aujourd'hui plus urgentes que jamais.

Objectifs de développement durable

L'intervention de **Mme Joan Umaming Carling** a été axée sur l'engagement des peuples autochtones en faveur des ODD. L'oratrice a rappelé aux participants que les peuples autochtones s'étaient engagés, dès le début, en faveur des ODD, pour promouvoir leur développement durable, en particulier en rapport avec la promotion et le respect de leurs droits (à la terre, aux territoires, aux ressources, à l'autodétermination, etc.). Grâce aux activités intenses de sensibilisation et de plaidoyer menées par les peuples autochtones à tous les niveaux, le Programme 2030 contient six références aux peuples autochtones (dans la déclaration politique ainsi que dans l'objectif 2 sur l'élimination de la faim et dans l'objectif 4 sur l'éducation). Le Programme reconnaît également que toutes les cultures et civilisations peuvent contribuer au développement durable et en constituent des facilitateurs essentiels, et qu'elles doivent contribuer à l'examen des progrès vers la réalisation des ODD.

Il subsiste encore, toutefois, de profondes lacunes sur le plan de l'inclusion des peuples autochtones dans les processus des ODD et de la reconnaissance de leur contribution aux ODD. Les plans nationaux n'incluent pas toujours de mesures spécifiques aux peuples autochtones pour combler les lacunes dans la réalisation des objectifs. En outre, certains pays suivent bien les progrès réalisés en ce qui concerne les peuples autochtones, mais ce n'est pas toujours le cas. L'approche est également encore principalement descendante, avec un manque de consultation et d'inclusion des peuples autochtones dans la planification, l'exécution et l'examen de ces plans.

Dans le même temps, les partenariats avec les institutions des Nations Unies chargées d'appuyer la mise en œuvre des ODD offrent une occasion de collaboration en vue de traiter les problèmes prioritaires pour les peuples autochtones: sécuriser le régime foncier et la gestion durable des ressources; dispenser une éducation de qualité; autonomiser les jeunes; assurer la paix et la sécurité; assurer l'accès aux



Mme Joan Umaming Carling pendant son allocution devant le Forum sur le thème des ODD.

sources d'énergie renouvelables; et soutenir les systèmes et institutions de gouvernance autochtones et les défenseurs des droits de l'homme.

Banque islamique de développement (BID)

Mme Hayat Sindi (Conseillère scientifique principale du Président de la BID) a présenté la vision et les objectifs de la BID, ses principales activités et initiatives, ainsi que le travail effectué pour appuyer la combinaison des savoirs autochtones et des connaissances scientifiques. Elle a souligné que la science, la technologie et l'innovation sont toujours reconnues comme des moteurs stratégiques de la croissance économique et qu'elles peuvent être utilisées pour élaborer des solutions novatrices



Dr. Hayat Sindi (Conseillère scientifique principale du Président de la BID) s'adresse au Forum.

aux problèmes de développement auxquels sont confrontées les communautés autochtones.

Dans ce cadre, elle a présenté diverses possibilités de partenariat et d'engagement avec les peuples autochtones, telles que "Engage", une plateforme en ligne conçue par la BID et visant à relier les innovations aux possibilités d'accès aux marchés et aux financements. Par le biais d'Engage, les communautés en développement peuvent bénéficier de services de mentorat sur mesure, d'un accès à des ressources financières et d'un savoir-faire d'experts qui peuvent les aider à élaborer des propositions conformes à une norme internationalement reconnue. "Transform", un fonds de 500 millions d'USD,

fournit des capitaux d'amorçage aux innovateurs, aux startups et aux petites et moyennes entreprises (PME) pour leur permettre de développer leurs idées et de composer des propositions commerciales solides en tant que solutions innovantes aux problèmes de développement mondiaux. La deuxième série d'appels à propositions dans le cadre de "Transform" s'ouvrira le 1^{er} avril 2019.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Mme Shauna Onley (Chef du Service des questions de genre, de l'égalité et de la diversité de l'OIT) a souligné les contributions positives de la Convention n° 169 de l'OIT comme cadre pour la promotion des droits des peuples autochtones et tribaux en tant que partie intégrante du développement inclusif et durable, 30 ans après son adoption en 1989. La Convention n° 169 a été ratifiée par 23 pays et a encouragé de nombreux autres pays à adopter des lois, des politiques, des institutions ou des programmes visant à protéger les droits et le bien-être des peuples autochtones et tribaux partout dans le monde.

Néanmoins, de nombreux défis persistent. Une étude¹¹ publiée en 2017 par l'OIT indique que la combinaison particulière de problèmes auxquels sont confrontés les peuples autochtones – en particulier les femmes – aggrave leur vulnérabilité face au climat. Dans le même temps, avec leurs savoirs et leurs métiers traditionnels, ils ont un rôle unique à jouer dans l'action climatique. Ils doivent être considérés comme de puissants agents de changement et avoir la possibilité de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de politiques et de mesures durables visant à lutter contre les changements climatiques.

11 OIT, *Les peuples autochtones et les changements climatiques: De victimes à agents de changement grâce au travail décent* (2017). https://www.ilo.org/global/topics/indigenous-tribal/WCMS_632111/lang--fr/index.htm

L'oratrice a présenté l'exemple de la communauté Simeulue, en Indonésie. Grâce à ses savoirs traditionnels, des dizaines de milliers de vies ont été sauvées lors du tsunami de 2004, lorsque cette communauté de quelque 80 500 habitants s'est éloignée du rivage pour se réfugier dans les collines voisines.

À l'avenir, la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention n° 169 constitueront un pas décisif pour garantir la promotion, le respect et la protection des droits des peuples autochtones. Par ailleurs, la vulnérabilité des peuples autochtones aux chocs sociaux, économiques et environnementaux peut être considérablement réduite, à la fois en incluant ces populations dans les systèmes généraux de protection sociale et en conduisant des programmes davantage ciblés pour le développement d'entreprises viables et la génération de moyens d'existence. La coordination des politiques et le partenariat à tous les niveaux sont également essentiels pour faire face à l'ampleur des menaces que présentent les changements climatiques.



Mme Zahia Bachir (Alma Vert Iguersafene, Algérie) participe au débat durant le Forum.

FAO et Bioersity International

M. Yon Fernández de Larrinoa (Chef de l'équipe des peuples autochtones, FAO) et **Mme Gennifer Meldrum** (Chargée de recherche, Bioersity International) ont souligné le fait qu'au cours des dernières années, une attention croissante a été accordée aux systèmes alimentaires autochtones et que des discussions approfondies ont porté sur la définition des systèmes alimentaires durables en rapport avec l'Accord de Paris et les ODD à l'horizon 2030. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) préconise en outre de renforcer les systèmes alimentaires durables et souligne l'importance de la diversification des régimes alimentaires, tout en élargissant la base alimentaire existante et en préservant la biodiversité. C'est ce que beaucoup de systèmes alimentaires autochtones existants mettent en pratique depuis des centaines d'années.

Dans ce cadre, la FAO a été chargée en 2015 de créer un groupe sur les systèmes alimentaires autochtones, et elle a conclu, en décembre 2017, un accord avec Bioersity International en vue d'une contribution au débat général sur les systèmes alimentaires et l'adaptation aux changements climatiques par le biais d'activités d'analyse et de terrain sur les systèmes alimentaires autochtones. Grâce à cet accord – et en partenariat avec d'autres organisations telles que le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), le Partenariat autochtone pour l'agrobiodiversité et la souveraineté alimentaire, l'Institut national français de recherche pour le développement durable (IRD) et les organisations autochtones locales – 12 systèmes alimentaires autochtones ont été profilés.

Un séminaire d'experts de haut niveau sur les systèmes alimentaires autochtones s'est tenu au siège de la FAO en novembre 2018 afin de présenter les premiers résultats de ces études et de déterminer les stratégies permettant de préserver et de transmettre les savoirs ancestraux aux générations futures. Divers acteurs participant à cette manifestation se sont engagés, de manière résolue, à renforcer la compréhension, la promotion et la préservation des systèmes alimentaires autochtones afin de réaliser les ODD. Les participants au séminaire ont recensé les principaux domaines d'intérêt dans lesquels les experts devraient travailler ensemble pour améliorer les systèmes alimentaires autochtones, et ont convenu de la nécessité de poursuivre les efforts de collaboration par le biais d'une plateforme sur ces systèmes.

Slow Food

M. Francisco Luis Prieto (Coordonnateur pour les peuples autochtones, Slow Food) a présenté les éléments et les initiatives clés autour desquels s'articule le partenariat entre Slow Food et le FIDA pour soutenir les jeunes autochtones – notamment l'appui à Indigenous Terra Madre, la mise en œuvre de projets innovants en Afrique et en Amérique latine, l'initiative des Sentinelles de Slow Food et l'Arche du goût.

Indigenous Terra Madre est un réseau de communautés autochtones, de partenaires et d'organisations, dirigé et organisé par les communautés de peuples autochtones. Issu du réseau Terra Madre, de plus grande ampleur, il a pour objectif de faire entendre la voix des peuples autochtones au premier rang du débat sur l'alimentation

et la culture, et d'institutionnaliser la participation des peuples autochtones au mouvement Slow Food. Après un long processus de consultations, un conseil consultatif composé de dirigeants autochtones a été créé. Il aura pour tâche de contribuer à la conception et à la mise en œuvre d'une feuille de route d'ici à 2020 pour Indigenous Terra Madre, de renforcer les réseaux et de rapprocher les nouvelles communautés, et de parler d'une seule voix au nom des peuples autochtones au sein du réseau.

Par le biais de l'initiative visant à "Autonomiser les jeunes autochtones et leurs communautés pour la défense et la promotion de leur patrimoine alimentaire", le FIDA et Slow

Food appuieront et renforceront les Sentinelles Slow Food, existantes ou nouvelles, en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Kenya et au Mexique, touchant 300 jeunes autochtones et plus de 500 producteurs autochtones, tout en explorant de nouvelles méthodes d'étiquetage des produits alimentaires autochtones et en améliorant leur commercialisation.



Mme Dali Nolasco Cruz
(Mopampa, Mexique).

SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS

Fondée sur les discussions et les contributions provenant des débats, la synthèse des délibérations de la réunion mondiale 2019 du Forum des peuples autochtones au FIDA a été adoptée.

Mme Lavinia Kaumaitotoya (Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique, Îles Fidji), a donné lecture de la synthèse durant la séance plénière finale du Forum, en présence des délégués des peuples autochtones, de la direction du FIDA et des représentants d'un certain nombre d'États membres du FIDA.

Encadré 2. Synthèse des délibérations de la réunion mondiale de 2019 du Forum des peuples autochtones au FIDA

Nous, peuples autochtones d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Pacifique, participant à la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, dont le thème est **“Promouvoir les savoirs et innovations des peuples autochtones, porteurs de résilience face aux changements climatiques et de développement durable”**, rappelons que nos peuples ont appliqué des modèles de développement ou des plans de vie autonomes et adaptés à nos cultures, qui garantissent la protection et la gestion durable de certaines de nos terres, territoires et ressources. C'est pourquoi nous continuons d'héberger et de protéger 80% de la diversité biologique de la planète et de préserver la majorité des diverses cultures et langues. Ce sont là des contributions importantes au renforcement de la résilience de la terre nourricière face à la grave crise des changements climatiques. Alors que nous continuons à souffrir du racisme, de la discrimination et de graves violations des droits de l'homme, nous avons continué à faire valoir nos droits sur nos terres, nos territoires et nos ressources (articles 25 à 29 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones), notre droit de déterminer et d'élaborer des priorités et des stratégies pour l'exercice de notre droit au développement (article 23), et notre droit de déterminer et d'élaborer des priorités et des stratégies pour la mise en valeur ou l'utilisation de nos terres ou territoires et d'autres ressources (article 32).

Nous soulignons que nos cultures, nos visions du monde, nos valeurs, nos principes spirituels, nos systèmes de savoirs autochtones et nos systèmes de gouvernance coutumiers – qui incluent la vie en harmonie avec la nature, la réciprocité, l'interculturalité, la paix et la solidarité communautaire – sont des facteurs clés qui ont assuré et continuent d'assurer la protection des écosystèmes et de la biodiversité sur nos territoires. Nous réaffirmons que la protection et le respect de nos droits à notre culture, à nos savoirs et à nos systèmes de gouvernance autochtones garantiront que nous pourrions contribuer à rendre notre monde plus durable, plus sain et plus sûr.

Nous reconnaissons que ce Forum au FIDA est un processus unique au sein du système des Nations Unies. Le Forum permet aux participants d'évaluer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones, de mener des consultations sur le développement rural et la réduction de la pauvreté, et de promouvoir la participation des institutions et des organisations de peuples autochtones aux activités du FIDA au niveau national, régional et international. Globalement, ces activités aident le FIDA à mettre en œuvre sa politique et à traduire ses principes en actions sur le terrain, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Nous apprécions le fait que des progrès aient été accomplis dans la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et dans le renforcement des partenariats entre les peuples autochtones et le FIDA. La participation accrue des peuples autochtones aux opérations du FIDA a permis d'améliorer le ciblage et la qualité de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de pays du FIDA et de plusieurs projets.

Conformément au Programme 2030, le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 réaffirme l'engagement du FIDA en faveur du développement autonome des peuples autochtones ainsi que son engagement à aider activement les peuples autochtones, en tant que membres de son groupe cible, à développer leurs compétences et leurs actifs pour tirer parti des possibilités économiques émergentes, tout en respectant et en améliorant leurs moyens d'existence et leurs savoirs traditionnels. S'agissant des changements climatiques, la politique du FIDA prévoit que le Fonds appuiera les peuples autochtones pour renforcer la résilience des écosystèmes dans lesquels ils vivent et élaborer des mesures d'adaptation novatrices. Le FIDA ne financera pas non plus des mesures d'atténuation qui pourraient avoir une incidence négative sur les moyens d'existence des peuples autochtones.

Recommandations adressées conjointement au FIDA, aux gouvernements et aux peuples autochtones:

- Reconnaître, promouvoir et appuyer les savoirs traditionnels des peuples autochtones, leur propriété intellectuelle, leurs technologies et innovations ainsi que les systèmes de gestion durable des ressources, essentiels pour le renforcement de la résilience des communautés face aux changements climatiques et pour le développement durable.
- Promouvoir la conception et la mise en œuvre d'instruments et d'initiatives qui favorisent le respect intégral de l'identité, de la dignité, des droits humains, des moyens d'existence et du caractère unique de la culture des peuples autochtones et qui s'appuient sur leurs savoirs et leur vision du développement.
- Intensifier et appuyer la participation active des peuples autochtones aux processus, espaces et mécanismes à tous les niveaux. Il s'agit notamment de la définition et de la mise en œuvre de stratégies programmatiques pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, y compris la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) pour les peuples autochtones.
- Garantir l'accès à des fonds et ressources appuyant les initiatives des peuples autochtones visant à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter, à commencer par le Fonds vert pour le climat.

Recommandations adressées au FIDA:

Nous remercions la haute direction du FIDA pour son engagement institutionnel renouvelé en faveur des peuples autochtones, et nous nous réjouissons à la perspective d'un partenariat renforcé dans le cadre de la structure décentralisée du FIDA.

- Promouvoir et faciliter le partage des savoirs entre peuples autochtones, en particulier avec les femmes et les jeunes autochtones, en mettant particulièrement l'accent sur le transfert d'une génération à l'autre des savoirs et des bonnes pratiques des peuples autochtones appliqués pour faire face aux changements climatiques, et pour développer ou renforcer la résilience des communautés; grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage, promouvoir la collaboration et le partage des savoirs entre le FIDA et les communautés et organisations des peuples autochtones.
- Appuyer la documentation des savoirs des peuples autochtones, des lois coutumières et des innovations en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, à titre de contribution directe au travail des communautés locales et de la Plateforme des peuples autochtones sur les savoirs traditionnels, en mettant l'accent sur l'identification des rôles et des contributions des femmes et des jeunes autochtones.
- Accroître les investissements, y compris sous la forme de dons, pour appuyer les initiatives de renforcement des capacités des organisations, institutions et communautés autochtones, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, qui fassent fond sur leurs savoirs et leurs innovations pour renforcer leur résilience face au climat et leur développement autonome.

- Reproduire et mettre en œuvre à plus grande échelle les expériences réussies et les bonnes pratiques dans le cadre des projets financés par le FIDA et par le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones sur la base d'indicateurs définis par les peuples autochtones.
- Donner la priorité à l'appui apporté aux peuples autochtones pour la sécurisation de leurs terres, de leurs territoires et de leurs ressources, par la démarcation, de la cartographie, de la sécurité juridique, du respect des systèmes de gouvernance autochtones et de l'enregistrement des terres coutumières détenues collectivement, y compris le droit à la terre pour les femmes et les jeunes autochtones; de même, appuyer la protection des défenseurs de la terre et de l'environnement.
- Conformément au principe consistant à "ne laisser personne de côté", inclure des objectifs et des activités spécifiques dans les programmes d'options stratégiques pour le pays et dans les projets d'investissement axés sur les peuples autochtones afin de combler les lacunes dans la réalisation des cibles des ODD pour les peuples autochtones, dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté et de la faim, l'accès aux énergies renouvelables, l'autonomisation des femmes, la conservation des forêts et de la biodiversité, l'égalité et la non-discrimination, entre autres.
- Faciliter les processus de participation à l'élaboration des politiques et de concertation au niveau national et régional entre les peuples autochtones, les gouvernements et le système des Nations Unies afin de mettre au point des plans d'action et d'autres mesures qui garantissent la promotion et la protection des droits des peuples autochtones, conformément à la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail et au document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.
- Conformément à la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, et notamment au principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, garantir l'engagement et la participation entières, systématiques et efficaces des peuples autochtones à la conception, l'exécution et le suivi-évaluation des stratégies et des projets financés par le FIDA, y compris par: i) la création d'un annuaire d'experts autochtones pouvant être recrutés dans le cadre des initiatives appuyées par le FIDA au niveau des pays; ii) l'établissement d'organes consultatifs ou de mécanismes participatifs pour les peuples autochtones, au niveau de chaque pays, dans le cadre du processus de décentralisation du FIDA; iii) un système participatif de suivi-évaluation; iv) un accès aux mécanismes de recours pour répondre aux doléances; v) la ventilation des données pour les peuples autochtones, conformément à la politique révisée du Système de gestion des résultats et de l'impact, et l'inclusion d'indicateurs de suivi sur les aspects sociaux, économiques, culturels et institutionnels, et notamment sur l'identité et le bien-être des peuples autochtones; vi) la promotion et le financement de bourses de stage au FIDA au profit de professionnels et de jeunes autochtones; vii) l'organisation d'une réunion régionale annuelle entre les peuples autochtones et le FIDA à l'occasion des ateliers d'examen des portefeuilles régionaux.

Recommandations adressées aux gouvernements:

- Respecter et préserver les lois foncières coutumières, les territoires et les ressources, et les systèmes de gouvernance traditionnels, et adopter ou mettre en œuvre des politiques conformes aux normes et aux instruments internationaux; appuyer la démarcation, la cartographie, la sécurité juridique, le respect des systèmes de gouvernance autochtones et l'enregistrement des terres coutumières détenues collectivement, y compris le droit à la terre pour les femmes et les jeunes autochtones.
- Faire en sorte que les projets ou initiatives ayant des répercussions sur les peuples autochtones, leurs territoires et leurs ressources ne puissent pas être mis en œuvre sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

- Accroître les investissements visant à lancer, améliorer et promouvoir la commercialisation de produits des peuples autochtones (y compris les semences, les récoltes, les fruits et légumes traditionnels ainsi que les produits non agricoles) et protéger les droits de propriété intellectuelle afin d'améliorer les moyens d'existence et l'accès aux marchés des populations autochtones, y compris des femmes et les jeunes.
- Établir des partenariats avec les peuples autochtones en vue de la conception et de la réalisation de cibles et de mesures spécifiques pour garantir leur inclusion dans la concrétisation des ODD.

En tant que peuples autochtones, nous nous engageons à:

- Renforcer les initiatives pour systématiser les savoirs, les innovations et les techniques des peuples autochtones comme stratégie d'élaboration de programmes et politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.
- Améliorer et raviver les savoirs et valeurs autochtones traditionnels, et promouvoir la collaboration, la recherche, le partage horizontal des savoirs et la constitution de réseaux entre peuples autochtones pour aborder la dynamique du climat et les politiques mondiales.
- Entreprendre et intensifier des actions de plaidoyer pour inclure une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les politiques relatives aux changements climatiques, et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en prenant en considération les différences entre les femmes et les hommes s'agissant des besoins et de l'accès aux ressources, ainsi que les besoins des plus vulnérables parmi nous, et notamment les personnes déplacées et les migrants, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes, les jeunes et les enfants.
- Renforcer notre unité, notre solidarité et notre capacité de coopérer avec le FIDA à tous les niveaux et avec les gouvernements, le système des Nations Unies et les autres acteurs pertinents du développement pour la promotion et la défense de nos droits, de notre bien-être, de nos aspirations et de notre développement autonome.

Présentant la réponse de la direction, **M. Donal Brown** (Vice-Président adjoint du FIDA) a déclaré que le Forum témoigne véritablement, à la fois de la contribution si active des représentants des peuples autochtones qui, au fil des ans, ont fait du Forum ce qu'il est aujourd'hui, et du dévouement du personnel du FIDA, qui a appuyé sa création et géré ses réunions.

Il a souligné que le FIDA et la communauté des peuples autochtones ont beaucoup en commun, étant donné que nombre de problèmes sur lesquels travaille le FIDA sont au cœur de la vie des communautés autochtones: lutter contre la marginalisation sociale et économique; assurer l'accès à la terre et à l'eau; promouvoir la gestion durable des ressources naturelles; veiller à ce que les communautés rurales soient résilientes face aux changements climatiques; renforcer les capacités des institutions des populations rurales; créer un espace permettant aux groupes marginalisés de participer à une véritable concertation sur les politiques avec leurs gouvernements; et tirer parti des savoirs traditionnels.

M. Brown a déclaré que le FIDA devrait s'efforcer d'accueillir positivement toutes les recommandations formulées lors du Forum. En particulier, appuyer les peuples autochtones pour assurer leurs ressources en terre et en eau est le thème le plus bénéfique sur lequel le FIDA et les peuples autochtones peuvent collaborer, par le biais de projets et d'une concertation sur les politiques, avec des partenaires tels que la Coalition internationale pour l'accès à la terre et avec les OPA. Le FIDA pourrait également jouer un rôle plus actif en ce qui concerne la participation à l'élaboration

des politiques au niveau des pays. Toutefois, il a également émis des réserves quant à la capacité du FIDA d'appliquer entièrement toutes les recommandations. Il a souligné que le FIDA est une organisation dont les membres sont des gouvernements nationaux; il agit par leur intermédiaire et avec eux. Dans certains pays, il sera plus facile pour le FIDA de mettre en avant les objectifs des peuples autochtones, alors que dans d'autres, la marge de manœuvre sera peut-être limitée.

Cela dit, il a souligné que le FIDA est résolu à faire en sorte que les projets qu'il finance appliquent le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Il a également informé les participants à la réunion que le FIDA s'emploie à intégrer des mécanismes de doléance dans la conception de ses projets.

M. Brown a déclaré qu'il tiendrait les gestionnaires et le personnel pour responsables de la mise en œuvre de ce qui est convenu dans les plans d'action régionaux 2019-2020 en cours d'élaboration, et a exprimé l'espoir que des indicateurs concrets permettant de mesurer le succès seront également inclus et suivis. Il a également fait part de ses attentes concernant la concertation beaucoup plus étroite entre le FIDA et les peuples autochtones qui devrait résulter de sa décentralisation, en vue de déterminer les possibilités concrètes de collaboration dans les différents programmes de pays.

Enfin, il a exprimé son admiration personnelle pour le travail et le plaidoyer menés par les représentants des peuples autochtones, souvent au péril de leur vie. Il a formulé l'espoir que, grâce à leur partenariat, le FIDA et les peuples autochtones contribueront "à créer un espace sûr où vous pourrez sensibiliser aux questions d'une importance capitale pour la survie et le bien-être non seulement de vos peuples mais de toute la famille humaine".

Observations des participants

Des représentants des gouvernements, des membres du personnel du FIDA et des dirigeants autochtones ont exprimé leur appréciation pour le travail du Forum et ses délibérations.

M. José Gregorio Díaz Mirabal, notamment, a souligné l'importance de l'appui du FIDA aux peuples autochtones par le biais d'actions concrètes, dans un contexte de crise mondiale dans lequel les droits de ces peuples sont menacés. Mme Rayanne Cristine Máximo França (Groupe mondial des jeunes autochtones, Brésil) a insisté sur l'importance d'appuyer la participation des jeunes au processus d'élaboration des politiques à tous les niveaux. Mme Amina Zioual (La voix de la femme amazighe, Maroc) s'est dite préoccupée par le fait que, dans certains pays, les peuples autochtones sont considérés comme des obstacles au développement plutôt que comme des agents de changement et des facilitateurs. Mme Mane Yun et Mme Margaret Lomonyang (Karamoja Women's Cultural Group, Ouganda) ont exhorté le FIDA à s'engager résolument auprès des gouvernements nationaux pour améliorer la concertation sur les politiques, en particulier pour résoudre les problèmes fonciers, en affirmant qu'il ne peut y avoir de développement agricole des peuples autochtones sans sécurité foncière.



Mme Margaret Lomonyang (Karamoja Women's Cultural Group, Ouganda) s'adresse au Forum.

Les représentants des Gouvernements¹² du **Canada**, de **l'Espagne**, de la **Finlande**, de la **Libye**, de la **Norvège** et de la **Suède** ont exprimé leur forte appréciation pour l'action du FIDA concernant la concertation avec les peuples autochtones et leur autonomisation, action considérée comme unique au sein du système des Nations Unies.

CLÔTURE DU FORUM

C'est **M. Paul Winters** (Vice-Président adjoint du FIDA) qui a clôturé le Forum. Dans son allocution, prononcée au nom de **Mme Cornelia Richter** (Vice-Présidente du FIDA), il a rappelé aux participants les domaines clés recensés pour renforcer la collaboration avec les peuples autochtones. Il a souligné en particulier la nécessité de permettre une participation plus large et plus active des jeunes et l'engagement du FIDA à s'associer aux efforts pour renforcer la représentation des peuples autochtones au sein des instances internationales de politique générale existantes. Il a également souligné que le FIDA est conscient des vastes savoirs traditionnels des peuples autochtones, en matière de gestion des ressources naturelles et de développement durable, et qu'une collaboration est nécessaire pour améliorer et promouvoir davantage ces savoirs et en tirer des enseignements.

Il a conclu en affirmant que le Forum n'est pas simplement une manifestation biennale, mais le fondement d'une concertation permanente. À l'avenir, "nous voulons faire en sorte que cette concertation soit aussi régulière et efficace que possible – et nous voulons que vous demeuriez aux commandes".



M. Paul Winters,
Vice-Président adjoint du
FIDA, clôture le Forum.

¹² Les représentants des gouvernements des pays suivants ont participé à la séance plénière finale du Forum: Allemagne, Belgique, Canada, Chypre, Espagne, Finlande, Grèce, Iran, Islande, Libye, Mexique, Norvège, Panama, Pays-Bas, République dominicaine, Suède et Venezuela.

AUTRES MANIFESTATIONS AUTOUR DU FORUM

Reconnaître les réalisations des femmes autochtones: la campagne de sensibilisation “La chaise violette”, lancée par la FAO.

Le 12 février, les représentants des peuples autochtones participant au Forum ont été invités par la FAO et le FIDA à participer au déjeuner de travail intitulé “Reconnaître les réalisations des femmes autochtones: campagne de sensibilisation “La chaise violette”, lancée par la FAO”. La réunion avait pour objectif de mettre en lumière le rôle précieux que jouent les femmes autochtones dans l’atténuation des effets des changements climatiques et en tant qu’agents actifs dans la préservation de l’environnement et la contribution au développement durable. Dans ses observations liminaires, **Mme Ndaya Beltchika** (Spécialiste technique principale au sein de l’Équipe Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, FIDA) a noté que le secteur agricole fait face à une menace croissante liée à l’augmentation des températures induite par les changements climatiques, et que les savoirs et les pratiques des peuples autochtones – et spécialement des femmes – en matière d’agriculture durable et de protection des écosystèmes pour le stockage du carbone sont essentiels pour aller de l’avant. Le déjeuner de travail a également mis en évidence les diverses méthodes par lesquelles les communautés autochtones, et particulièrement les femmes autochtones, s’adaptent aux modifications de leur environnement. Les femmes autochtones ont par ailleurs rappelé le rôle qu’elles jouent en tant que gardiennes des savoirs traditionnels, de la biodiversité et des ressources naturelles, et la nécessité de prendre plus efficacement en considération les points de vue de la jeunesse autochtone, y compris les jeunes filles.

Enfin, la FAO a présenté l’initiative de la “chaise violette”, qui est une Campagne mondiale pour l’autonomisation des femmes autochtones en vue de réaliser l’objectif Faim Zéro, lancée par la FAO en collaboration avec le Forum international sur les femmes autochtones et l’Agence de presse des femmes autochtones et afro-descendantes. C’est un appel aux autorités, aux organisations, à la communauté internationale, au monde universitaire et à la société civile avec pour objectif de garantir et rendre visible la participation pleine et entière des femmes autochtones aux processus de prises de décisions qui les affectent elles-mêmes et leurs communautés¹³.

Déjeuner de travail avec les partenaires

Le 13 février, un déjeuner a été organisé au siège du FIDA avec la participation de membres du Conseil d’administration de l’IPAF et des représentants des organismes d’exécution (Forum international des femmes autochtones, Samburu Women’s Trust et Fondation Tebtebba), des membres du personnel du FIDA, ainsi que des partenaires publics et privés (Fondation EAT, Forest Peoples Programme, International Funders for Indigenous Peoples, International Land and Forest Tenure Facility, BID, et des



Mme Lavinia Kaumaitotoya (Îles Fidji) au déjeuner de travail sur la reconnaissance de les réalisations des femmes autochtones – Campagne de sensibilisation de l’Initiative Chaise Violette de la FAO.

¹³ On trouvera des informations complémentaires à l’adresse suivante: <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1148128/icode/>.



Mme Thin Yu Mon (Myanmar) donne lecture de la synthèse des délibérations devant le Conseil des gouverneurs du FIDA.

représentants des programmes de coopération internationale de la Finlande et de la Suède). Le déjeuner avait pour but de présenter les résultats obtenus dans la mise en œuvre du Mécanisme et d'explorer les possibilités de développement de la collaboration et des synergies.

Réception en l'honneur du Forum des peuples autochtones

Le 13 février, le FIDA a organisé une réception pour les participants au Forum, au siège du FIDA, et un dîner au restaurant de la coopérative *Agricoltura Nuova*.

Les peuples autochtones au Conseil des gouverneurs du FIDA

Le 14 février, **Mme Thin Yu Mon** (Chin Human Rights Organization, Myanmar) a donné lecture de la synthèse des délibérations devant la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, réunion au siège de la FAO (au Centre Sheikh Zayed). **Mme Dali Nolasco Cruz** a également participé en tant qu'intervenante à une manifestation spéciale sur l'accès des jeunes au financement.

Exposition de photos de projets de l'IPAF (Projets de l'IPAF en Colombie et en Éthiopie)

Une exposition itinérante de photos sur les projets de l'IPAF a été organisée au siège du FIDA (hall d'accueil) et de la FAO (atrium) afin de partager, par le biais de textes et de photos, des informations sur les traditions, les moyens d'existence et la culture des peuples autochtones. Cette exposition mobile pourrait être reproduite sur d'autres sites, ainsi que dans les bureaux de pays du FIDA ou les plateformes régionales.

Stand sur la nutrition et l'alimentation

En collaboration avec le FIDA, Slow Food a créé un stand sur la nutrition et l'alimentation, qui vise à souligner le rôle des systèmes alimentaires autochtones dans la réalisation de la résilience aux changements climatiques et du développement durable. Le stand a été installé dans le hall du FIDA pendant la réunion du Forum.



Mme Rayanne Cristine Máximo França (Brésil) durant l'audience privée avec le Pape François.

Réunion avec le Pape François

Le 14 février, une délégation de représentants de peuples autochtones a été reçue au siège de la FAO pour une audience privée avec le Pape François, à l'occasion de l'ouverture du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Soulignant l'importance extrême des questions environnementales, le Pape a déclaré que le Forum constituait une invitation à porter un nouveau regard sur notre planète, blessée dans de nombreuses régions par la cupidité humaine, la guerre, les conflits et les catastrophes naturelles laissant pénuries et dévastations dans leur sillage. Dans ce contexte, les peuples autochtones sont un "cri d'espoir vivant" qui nous rappelle que les êtres humains ont une responsabilité partagée dans le soin de leur "maison commune".

Encadré 3. Entrevue avec le Saint-Père. Déclaration de Mirna Cunningham, faite au nom du Forum des peuples autochtones au FIDA

Naksa. Lamkula tara maikisna, Miskitu tasba wina. Bakanu wan sinska nani kumi ra mankai, asla laka wa (recevez les salutations de notre territoire indigène Miskitu. Si nous rassemblons toutes nos pensées, nous pouvons avancer et parvenir à l'objectif du Bien-Vivre).

Cher Pape François,

C'est un grand honneur pour nous, femmes et hommes des peuples autochtones, d'être reçus par vous. Nous vous remercions de plaider et d'agir sans relâche en faveur de la paix dans le monde, nous vous remercions pour vos appels en faveur du dialogue, contre toutes les tentations d'utiliser la force, plutôt que la parole et la recherche de l'entente.

Nos peuples ont fait l'expérience de ce que signifient la violence et le non-respect des droits d'autrui, et malheureusement, ils la font encore aujourd'hui. Nous partageons et faisons nôtres vos paroles : "Il faut bien plus de courage pour faire la paix que pour faire la guerre".

Nous vous remercions pour les messages que vous avez adressés au monde entier à notre sujet, nous les peuples autochtones, car vous nous considérez comme de véritables partenaires de toute action menée au plan national, régional ou mondial pour parvenir à un développement durable et améliorer les conditions de vie des habitants de notre planète; pour cela, comme vous l'avez vous-même souligné, il faut créer des cadres institutionnels de dialogue et de participation solides.

Nous partageons pleinement le message exposé dans votre Encyclique "*Laudato si'*", consacrée à la protection de notre Maison Commune.

S'il y a un trait qui nous caractérise, c'est notre relation intime avec l'environnement, avec nos territoires ancestraux, avec la Pachamama, qui font partie de notre identité. Nous pratiquons une vision dans laquelle l'être humain et la nature, en étroite et harmonieuse relation, protègent la vie de tous les êtres.

Ce n'est pas un hasard si les parties de la planète où les conditions naturelles sont le mieux conservées sont celles habités par nos peuples depuis des milliers d'années.

Mais jour après jour, notre pratique ancestrale fait face à de puissants ennemis.

D'une part, la violence, que vous soulignez vous-même dans votre Encyclique; on nous expulse de nos terres pour réaliser des projets miniers, agricoles ou relatifs à l'énergie, des projets qui ne visent que le profit et ne tiennent aucun compte de la dégradation de la nature qu'ils entraînent, ni de l'agression qui est faite aux cultures originelles. Presque quotidiennement, des sœurs et des

frères sont assassinés quelque part sur la planète, pour avoir défendu leurs terres et leurs eaux, pour avoir défendu la Pachamama.

Nous nous heurtons aussi à des conceptions conservatrices qui séparent la flore et la faune de leurs habitants ancestraux, niant l'intégrité et l'harmonie entre les êtres humains et l'environnement.

Ces problèmes se posent en dépit du fait que nos droits fondamentaux, nos droits de l'homme ont été reconnus et inscrits dans des déclarations et des traités internationaux; ces traités et déclarations sont encore loin d'être traduits dans les faits.

Cher Pape François,

Comme vous l'avez vous-même souligné, "la défense de la terre n'a d'autre but que la défense de la vie".

Nous, peuples autochtones, défendons la vie, l'environnement, nos territoires ancestraux. Nous défendons la diversité des cultures, des langues, des façons de voir le monde; nous protégeons cette planète, qui est la seule que nous ayons; nous défendons l'humanité, notre Maison commune.

C'est pourquoi nous sommes prêts à collaborer avec les initiatives que vous encouragez, afin de prévenir la destruction de notre Maison commune et de développer un dialogue interculturel qui permette des actions concrètes et tangibles, afin de protéger la terre et ses habitants.

Nous vous invitons à continuer de nous accompagner dans l'action que nous menons, nous les Peuples autochtones du monde, comme aujourd'hui, au Forum des peuples autochtones qui se tient au FIDA, où nous encourageons le respect et l'utilisation des savoirs traditionnels et des innovations de nos peuples pour faire face aux changements climatiques, et promouvoir les initiatives de développement durable qui respectent la diversité culturelle et notre vision du Bien-Vivre.

Votre sensibilité, votre capacité et votre vision des grands enjeux de l'humanité nous renforcent dans notre conviction que nous avons en vous un allié sur la voie de l'édification d'un monde de paix, un monde de dialogue où la guerre n'a pas sa place, un monde où nous puissions retrouver notre Maison commune, où tous les peuples et toutes les cultures ont leur place, dans une coexistence respectueuse.

Merci de nous accompagner et d'éclairer notre chemin.

Encadré 4. Discours du Saint-Père aux participants à la quatrième Réunion Mondiale du Forum des peuples autochtones

Chers amies et amis,

Je remercie Mme Myrna Cunningham pour ses paroles aimables et je suis heureux de saluer ceux qui, en concomitance avec les sessions du conseil des gouverneurs, ont célébré la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, convoquée par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA). Le thème de vos travaux a été: "Promouvoir les connaissances et les innovations des peuples originels pour créer une résilience au changement climatique et un développement durable".

Votre présence à tous ici démontre que les questions environnementales sont d'une extrême importance et nous invite à tourner à nouveau le regard vers notre planète, blessée dans de nombreuses régions par l'avidité humaine, par des conflits armés qui engendrent une série de maux et de malheurs, ainsi que par des catastrophes naturelles qui laissent sur leur passage des pénuries et la dévastation. Nous ne pouvons pas continuer à ignorer ces fléaux, en répondant à ceux-ci par l'indifférence et le manque de solidarité, ou en repoussant les mesures qui doivent les affronter de manière efficace. Au contraire, seul un vigoureux sens de la fraternité renforcera nos mains, pour secourir aujourd'hui ceux qui en ont besoin et ouvrir la porte du lendemain aux générations qui viennent après nous.

Dieu a créé la terre au bénéfice de tous, afin qu'elle soit un espace accueillant dans lequel personne ne se sente exclu et où nous puissions tous trouver une maison. Notre planète est riche de ressources naturelles. Et les peuples originels, avec leur abondante variété de langues, de cultures, de traditions, de connaissances et de méthodes ancestrales, deviennent pour tous une sonnette d'alarme, qui met en évidence le fait que l'homme n'est pas le propriétaire de la nature, mais seulement celui qui la gère, celui qui a comme vocation de veiller sur elle avec soin, afin que ne se perde pas sa biodiversité et que l'eau puisse continuer à être saine et cristalline, l'air pur, les forêts luxuriantes et le sol fertile.

Les peuples autochtones sont un cri vivant en faveur de l'espérance. Ils nous rappellent que nous, les êtres humains, avons une responsabilité partagée dans le soin de la "maison commune". Et si certaines décisions prises jusqu'à présent l'ont abîmée, il n'est jamais trop tard pour apprendre la leçon et trouver un autre style de vie. Il s'agit d'adopter une manière de procéder qui, abandonnant les approches superficielles et les habitudes nocives ou d'exploitation, dépasse l'individualisme atroce, le consumérisme convulsif et le froid égoïsme. La terre souffre et les peuples originels connaissent le dialogue avec la terre, savent ce qu'est écouter la terre, voir la terre, toucher la terre. Ils connaissent l'art de bien vivre en harmonie avec la terre. Et cela nous devons l'apprendre, nous qui sommes peut-être tentés par une sorte d'illusion progressiste au détriment de la terre. N'oublions jamais le dicton de nos grands-parents: "Dieu pardonne toujours, nous les hommes pardonnons parfois, la nature ne pardonne jamais". Et nous le voyons, avec les mauvais traitements et l'exploitation. C'est à vous, qui savez dialoguer avec la terre, qu'est confiée la tâche de nous transmettre cette sagesse ancestrale.

Si nous unissons nos forces et, avec un esprit constructif, nous entamons un dialogue patient et généreux, nous finirons par prendre davantage conscience du fait que nous avons besoin les uns des autres; qu'un comportement dommageable pour l'environnement qui nous entoure se répercute négativement également sur la sérénité et sur la fluidité de la coexistence, qui parfois n'a pas été une coexistence mais une destruction; que les autochtones ne peuvent pas continuer à subir des injustices et que les jeunes ont droit à un monde meilleur que le nôtre et attendent de nous des réponses convaincantes.

Merci à vous tous pour la ténacité avec laquelle vous affirmez que la terre n'existe pas seulement pour être exploitée sans aucun égard, mais pour la chanter, la sauvegarder, la caresser. Merci

parce que vous élevez votre voix pour affirmer que le respect dû à l'environnement doit toujours être sauvegardé au-dessus des intérêts exclusivement économiques et financiers. L'expérience du FIDA, sa compétence technique, ainsi que les moyens dont elle dispose, prêtent un service précieux pour aplanir des chemins qui reconnaissent qu'"un développement technologique et économique qui ne laisse pas un monde meilleur et une qualité de vie intégralement supérieure ne peut pas être considéré comme un progrès" (Lett. enc. *Laudato Si'*, n. 194).

Et dans notre imaginaire collectif, il y a aussi un danger: nous, les peuples dits civilisés, "nous sommes de première classe" et les peuples dits originels ou autochtones "sont de deuxième classe". Non. C'est la grande erreur d'un progrès déraciné, détaché de la terre. Il est nécessaire que les deux peuples dialoguent. Aujourd'hui, un "métissage culturel" est urgent, dans lequel la sagesse des peuples originels puisse dialoguer avec la sagesse des peuples les plus développés, sans s'annuler. Le "métissage culturel" serait l'objectif vers lequel nous devrions tendre avec la même dignité.

Alors que je vous encourage à aller de l'avant, je supplie Dieu de ne pas cesser d'accompagner de ses bénédictions vos communautés et tout ceux qui travaillent au FIDA, pour sauvegarder tous ceux qui vivent dans les zones rurales et les plus pauvres de la planète, mais qui sont les plus riches dans la sagesse de cohabiter avec la nature. Merci.

En savoir plus sur la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA:

<https://www.ifad.org/fr/web/latest/event/asset/40852129>

ANNEXES

Ordre du jour du Forum des peuples autochtones au FIDA

Quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA

Thème: Promouvoir les savoirs et innovations des peuples autochtones porteurs de résilience face aux changements climatiques et de développement durable

Mardi 12 février 2019

Siège du FIDA, salle de conférences Italie

10.00-11.15 Séance d'ouverture

Présidence: **Paul Winters**, Vice-Président adjoint, Département de la stratégie et des savoirs du FIDA

Cérémonie d'ouverture du Forum des peuples autochtones

Allocation de bienvenue de **Gilbert Houngbo**, Président du FIDA

Observations liminaires des membres du **Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA** et d'un membre de l'**Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII)**

Discours liminaire de **Victoria Tauli-Corpuz**, Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones des Nations Unies, suivi d'une vidéo

Présentation et approbation de l'ordre du jour

11.15-11.30 Pause-café

11.30-13.00 Séance plénière

Présidence: **Joan Carling**, membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Asie et Pacifique

Tendances et faits nouveaux dans le partenariat du FIDA avec les peuples autochtones

- Présentation des avancées réalisées dans le partenariat du FIDA sur la période 2017-2018, **Mattia Prayer Galletti**, spécialiste technique principal, peuples autochtones et questions tribales, FIDA
- Exposé sur la participation à l'élaboration des politiques, **Lola Garcia-Alix**, conseillère principale, gouvernance mondiale, Groupe de travail international pour les affaires autochtones
- Vidéo de la réunion de consultation régionale qui s'est tenue à Panama
- Présentation des conclusions et recommandations des réunions de consultation régionales organisées en Afrique, en Asie, en Amérique latine et Caraïbes et dans le Pacifique, **Joan Carling**, **Mima Cunningham**, **Joseph Ole Simel**, **Ulaiasi Baya**, membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA
- Débat

13.00-14.30 Déjeuner: «Reconnaître les réalisations des femmes autochtones – Campagne de sensibilisation de l'Initiative Chaise Violette de la FAO», salle à manger d'honneur

14.30-17.00 Réunions parallèles des groupes de travail régionaux Renforcer l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones aux niveaux national et régional

- Afrique, salle de conférences Italie
- Asie et Pacifique, salle de conférences C-600
- Amérique latine et Caraïbes, salle Ovale

17.00-18.30 Préparation par les rapporteurs des comptes rendus des réunions des groupes de travail régionaux

Mercredi 13 février 2019

Siège du FIDA, salle de conférences Italie

9.00-10.30 Séance plénière

Présidence: **Eliuraha Laitaika**, membre de l'UNPFII, Afrique

Renforcer l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones aux niveaux national et régional (suite)

- Rapports des trois groupes de travail régionaux et examen de la manière d'améliorer le partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones, sur la base des recommandations et des plans d'action des groupes de travail
- Débat

10.30-11.15 Séance plénière

Présidence: **Margarita Astralaga**, Directrice de la Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale, FIDA

Promouvoir les savoirs et innovations des peuples autochtones en faveur de la résilience aux changements climatiques et du développement durable: que peuvent faire les peuples autochtones et le FIDA ensemble?

- Exposé sur le Fonds vert pour le climat, **Leonardo Paat**, spécialiste principal des questions environnementales et sociales, Fonds vert pour le climat (par vidéoconférence)
- Exposé sur la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, **Jennifer Rubis**, spécialiste de programme, peuples autochtones, UNESCO
- Exposé sur l'encyclopédie Laudato Si', **Monseigneur Fernando Chica Arellano**, observateur permanent du Saint-Siège auprès des organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome
- Débat

11.15-11.30 Pause-café

11.30-12.30 Séance plénière (suite)

- Exposé sur les objectifs de développement durable (ODD), **Joan Carling**, membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Asie et Pacifique
- Exposé sur les peuples autochtones et les ODD, la science, la technologie et l'innovation, **Hayat Sindi**, conseillère principale sur les questions de science, de technologie et d'innovation auprès du président, Banque islamique de développement
- Débat

12.30-14.00 Pause-déjeuner

14.00-14.45 Séance plénière

Présidence: **Mima Cunningham**, présidente du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Amérique latine et Caraïbes

Examen et approbation de la synthèse des délibérations

- Mise au point définitive et approbation par les représentants des peuples autochtones de la synthèse des délibérations et préparation en vue de sa présentation au Conseil des gouverneurs
- Débat

14.45-15.45 Séance plénière

Présidence: **Devasish Roy**, membre du conseil du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones du FIDA (IPAF), Asie

- Trentième anniversaire de la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), **Sauna Olney**, cheffe du Service des questions du genre, de l'égalité et de la diversité et d'OIT/SIDA, OIT
- Exposé sur le séminaire d'experts relatif aux systèmes alimentaires autochtones et à la plateforme mondiale, **Yon Fernandez de Larrinoa**, chef de l'Équipe des peuples autochtones, FAO et **Gennifer Meldrum** chargée de recherche sur les systèmes alimentaires durables, Bioversity International
- Exposé sur les jeunes autochtones, **Francisco Luis Prieto**, responsable des questions relatives aux peuples autochtones et aux populations d'origine africaine, *Slow Food International*
- Exposé sur l'évaluation de la performance du quatrième cycle de l'IPAF, **Valeria Galletti**, consultante
- Annonce des projets sélectionnés dans le cadre du cinquième cycle de l'IPAF, **Maria Elfving**, cadre auxiliaire, peuples autochtones et questions tribales, FIDA

15.45-16.00 Pause-café

16.00-17.30 Séance plénière finale, ouverte aux Gouverneurs et aux Représentants au Conseil d'administration du FIDA

Présidence: **Paul Winters**, Vice-Président adjoint, Département de la stratégie et des savoirs du FIDA

- Lecture de la synthèse des délibérations
- Réactions de la direction du FIDA (**Donal Brown**, Vice-Président adjoint du Département de la gestion des programmes du FIDA)
- Échanges avec les Gouverneurs et les Représentants au Conseil d'administration
- Clôture du Forum des peuples autochtones au FIDA par **Cornelia Richter**, Vice-Présidente du FIDA

Cérémonie de clôture des peuples autochtones

17.30-18.30 Présentation des meilleurs projets du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), **Charlotte Salford**, Vice-Présidente adjointe, Département des relations extérieures et de la gouvernance du FIDA, suivie d'une réception

19.30 Dîner du Forum des peuples autochtones

Liste des participants au Forum des peuples autochtones au FIDA

Représentants des organisations et institutions des peuples autochtones

Afrique

Mme Zahia Bachir	Alma Vert Iguersafen Algérie
Mme Djibrilla Didja	Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad (AFPAT), Tchad
Mme Delaria Festus	Kgalagadi Youth and Women's Development Network, Afrique du Sud
M. Elifuraha Isaya Laltaika	Membre, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), Tanzanie
Mme Margaret Lomonyang	Karamoja Women Cultural Group, Ouganda
M. Jean Daniel Mansing Yawe	Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux (CAFER), Cameroun
M. Keekabile Mogodu	Botswana Khwedom Council, Botswana
M. Edwin Effiom Ogar	Wise Administration of Terrestrial Environment and Resources (WATER), Nigéria
M. Abera Ogato Onchere	Dere Integrated Development Action, Éthiopie
M. Joseph Ole Simel	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Directeur exécutif, Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyito (MPIDO), Kenya
M. Wolde Gossa Tadesse	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Membre du Conseil, Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones (IPAF); Chercheur, Université d'Oxford, Éthiopie
Mme Amina Zioual	La Voix de la Femme Amazighe, Maroc

Représentants des organisations et institutions des peuples autochtones

Asie et Pacifique

Mme Devi Anggraini	Association of Indigenous Women of The Archipelago (PEREMPUAN AMAN), Indonésie
M. Ulaiasi Radoke Baya	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Consultant, Customary Land Solutions, Îles Fidji
M. Cam Ba Thu	Vietnamese Network for Traditional Indigenous Knowledge (VTIK), Viet Nam
Mme Joan Umaming Carling	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Ancien membre de l'UNPFII; Co-coordonnateur, Grand groupe des peuples autochtones pour le développement durable, Philippines
M. Pallab Chakma	Fondation Kapaeeng, Bangladesh
M. Phoolman Chaudhary	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Membre de l'UNPFII, Népal
M. Anthony Debbarma	Borok People's Human Rights Organisation, Inde
Mme Lavinia Kaumaitotoya	Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON), Îles Fidji
M. Robert Leslie Malezer	Membre de l'UNPFII; Foundation for Aboriginal and Islander Research Action (FAIRA), Australie
M. Devasish Roy	Membre du Conseil de l'IPAF; Ancien membre de l'UNPFII; Chef, Chakma Circle, Bangladesh
M. Tun Hlaing	All Arakan Students' and Youths' Congress (AASYC), Myanmar
Mme Thin Yu Mon	Chin Human Rights Organization (CHRO), Myanmar
Mme Mane Yun	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Conseillère technique, Organisation cambodgienne des peuples autochtones (CIPO), Cambodge

Représentants des organisations et institutions des peuples autochtones

Amérique latine et Caraïbes

Mme Mirna Cunningham	Présidente, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Membre du Conseil de l'IPAF; Directrice, Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones (CADPI), Nicaragua
M. José Gregorio Díaz Mirabal	Instance de coordination des organisations des peuples autochtones du bassin de l'Amazone, Venezuela
Mme Rayanne Cristine Máximo França	Groupe mondial des jeunes autochtones, Brésil
Mme Maria Clemencia Herrera Nemerayema	Organización nacional de los Pueblos Indígenas de la Amazonia Colombiana, Colombie
S. E. Feliciano Jiménez	Vice-Ministre des Affaires autochtones du Panama, Panama
M. José Rodemiro Lantan López	Asociación Coordinadora de Asociaciones y Comunidades para el Desarrollo Integral del Pueblo Maya Ch'orti, Guatemala
M. Jesus Amadeo Martinez Guzman	Membre, Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Conseiller principal, Conseil autochtone d'Amérique centrale (CICA), El Salvador
Mme Dali Nolasco Cruz	Mopampa, Mexique
Mme Liz Carolina Orué Cruzabie	Femmes Guarani, Paraguay

Personnes-ressources

Mme Lola García-Alix	Coordonnatrice de programme, Programme international de défense des droits de l'homme, Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), Danemark
Mme Yohanis Del Carmen Amador Lidueña	Co-gestionnaire de l'IPAF pour l'Amérique latine et les Caraïbes; Forum international des femmes autochtones/Foro Internacional de Mujeres Indígenas (IWF/FIMI), Colombie
Mgr. Fernando Chica Arellano	Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, Italie
M. Yon Fernandez de Larrinoa	Chef de l'équipe des peuples autochtones, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Italie
Mme Ruby Bangilan Española	Co-gestionnaire de l'IPAF pour l'Asie et le Pacifique; Tebtebba (Indigenous Peoples' International Centre For Policy Research And Education), Philippines
Mme Valeria Galletti	Consultante, Italie
Mme Jacqueline Macharia	Co-gestionnaire de l'IPAF pour l'Afrique; Samburu Women Trust, Kenya
Mme Gennifer Meldrum	Chargée de recherche, Systèmes alimentaires durables, Bioversity International, Italie
M. Francisco Luis Prieto	Coordonnateur pour les peuples autochtones, Slow Food International, Italie
Mme Shauna Olney	Chef, Service des questions de genre, de l'égalité et de la diversité et OITSIDA, Organisation internationale du Travail (OIT), Suisse
M. Leonardo Paat	Spécialiste principal, Questions sociales et environnementales, Fonds vert pour le climat, République de Corée
Mme Jennifer Rubis	Spécialiste de programme, Systèmes de savoirs locaux et autochtones, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), France
Dr Hayat Sindi	Conseillère principale du Président pour la science, la technologie et l'innovation, Banque islamique de développement (BID), Arabie saoudite
Mme Victoria Tauli-Corpus	Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; Ancienne membre de l'UNPFII, Philippines

Observateurs

M. Nedžad Ajanović	Spécialiste principal des partenariats, BID, Arabie saoudite
Mme Vanda Altarelli	Présidente, Society for New Initiatives and Activities for a Just New World (SONIA), Italie
M. Andrea Amato	Directeur, Programmes pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Slow Food International, Italie
Mme Anne Brunel	Équipe des peuples autochtones, FAO, Italie
M. Ricardo Alvaro Changala Quaglia	Administrateur de projet, Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC), Bolivie
Mme Francesca Chianese	Consultante, Italie
Mme Jennifer Copithorne	Responsable de la communication, Centre
Mme Fernanda de Vasconcellos	Doctorante, Université fédérale de Rio Grande do Sul (UFRGS), Brésil
Mme Katarzyna Dembska	Chercheuse et coordinatrice, BCFN YES!, Barilla Center for Food and Nutrition, Italie
Mme Mariana Estrada	Équipe des peuples autochtones, FAO, Italie
Mme Laura Fantini	Coordinatrice, Itinéraires d'apprentissage, PROCASUR, Italie
M. Samson Fare	Spécialiste technique, Petits États insulaires en développement (PEID), FAO, Italie
Mme Serena Ferrari	Plateforme des connaissances pastorales, FAO, Italie
Mme Marta Gruca	Expert forestier, Équipe foresterie sociale, FAO, Italie
Mme Sarah Hadi	Équipe stagiaires, volontaires et chercheurs invités, FAO, Italie
Mme Alison Heritage	Responsable scientifique du patrimoine, ICCROM, Italie
Mme Judith Virginie Ibarra	Responsable de la Programmation et du suivi-évaluation, Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF), République démocratique du Congo
Mme Lourdes Inga	Directrice exécutive, International Funders for the Indigenous Peoples (IFIP), États-Unis d'Amérique
M. Ib Kollavik mamia	Expert principal, Pêches autochtones, FAO, Italie
Mme Eugene Jo	Coordinatrice, Programme Leadership du patrimoine mondial, ICCROM, Italie
M. Mauricio Mireles	Coordonnateur pour les peuples autochtones, FAO, Chili
M. Francesco Martone	Consultant, Tebtebba; Associé, Transnational Institute (TNI), Italie
Mme Laura Meritani	Étudiante, Maîtrise Développement humain et sécurité alimentaire (HDFS), Université Roma Tre, Italie
M. Mattia Mogetta	Étudiant, Maîtrise HDFS, Université Roma Tre, Italie
Mme Amparo Morales	Chef du personnel, FILAC, Bolivie
Mme Paola Nano	Directrice, Bureau de presse, Slow Food International, Italie
Mme Margareta Nilsson	Chef des programmes, The International Land and Forest Tenure Facility, Suède
Mme Patricia Paramita Ohnmacht	Chef, Politique internationale, EAT, Norvège
M. Álvaro Pop	Secrétaire technique, FILAC, Bolivie
Mme Aura Recinos	Conseillère, FILAC, Bolivie
Mme Paola Roveglio	Conseillère principale, Donateurs institutionnels, Slow Food International, Italie
Mme Nonette Royo	Directrice exécutive, The International Land and Forest Tenure Facility, Suède
Mme Viviana Sacco	Coordinatrice, Itinéraires d'apprentissage, PROCASUR, Italie
Mme Richa Sharma	Coordinatrice du programme, Asian Indigenous International Network (AIIN), Népal
M. Ahmad Shawesh	Assistant technique, Science, technologie & innovation, Bureau du Président, BID, Arabie saoudite

M. Andrew Taber	Chef d'équipe, Équipe foresterie sociale, FAO, Italie
Mme Helen Tugendhat	Chef des opérations et conseillère pour les politiques, droits juridiques et humains, et finance responsable, Forest Peoples Programme, Royaume-Uni
Mme Luisa Volpe	Chef, Élaboration des politiques, Organisation mondiale des agriculteurs (WFO), Italie
Mme Mami Wada	Chargée d'appui au programme, Équipe stagiaires, volontaires et chercheurs invités, FAO, Italie
M. Joe L. Washington	Président, Global Vision Institute (GVI), Suisse
M. Ahmed Zaabar	Département des relations extérieures, Secrétariat des organes directeurs, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Autriche
Mme Francesca Zaccarelli	Coordinatrice didactique, Maîtrise HDFS, Université Roma Tre, Italie

Participants du FIDA

M. Khabbab Abdalla	Administrateur, Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources
M. Hanafi Abdelhaq	Chargé de programme de pays, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
M. Stenio Andrade	Consultant, Gestion des savoirs, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Rahul Antao	Consultant, Jeunesse rurale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Bashu Babu Aryal	Chargé d'appui au programme de pays, Division Asie et Pacifique
Mme Margarita Astralaga	Directrice, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Issa Awal Mohamed	Stagiaire, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
M. Florent Baarsch	Division Afrique de l'Ouest et du Centre, Appui au programme environnement et climat, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Giulia Baldinelli	Responsable de la gestion des savoirs et de la recherche, Coalition internationale pour l'accès à la terre
Mme Giulia Barbanente	Consultante, Régimes fonciers, Division production durable, marchés et institutions
Mme Ndaya Beltchika	Spécialiste technique principale, Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Rui M.S. Benfica	Économiste principal, Division recherche et évaluation de l'impact
Mme Caroline Bidault	Chargée de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
Mme Francesca Romana Borgia	Consultante, Jeunesse rurale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Nigel M. Brett	Directeur, Division Asie et Pacifique
M. Donal Brown	Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes
Mme Elisabeth Brunat Boulet	Consultante, Bureau du Conseil juridique
Mme Khalida Bouzar	Directrice régionale, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Mme Valentina Camaleonte	Assistante de programme, Questions autochtones et tribales et égalité femmes-hommes, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Nicole Carta	Responsable principale, Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources
Mme Federica Cerulli Irelli	Responsable principale, Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources
M. Antonio Cesare	Consultant, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
M. Liam Chicca	Conseiller principal de portefeuille, Division Asie et Pacifique
Mme Paxina Chileshe	Spécialiste régionale, Climat et environnement, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale

Mme Shirley Chinien	Économiste régionale, Division Afrique orientale et australe
Mme Antonella Cordone	Spécialiste technique principale, Nutrition, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Ivan Cossio Cortez	Chef, Groupe assurance qualité
M. Lorenzo del Castillo	Consultant, Questions autochtones et tribales, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Mohamad Bilal El Najjar	Consultant, Division de la communication
M. Ilyasse Elbaroudi	Consultant, Division Afrique de l'Ouest et du Centre, Appui au programme environnement et climat, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Maria Elfving	Cadre auxiliaire, Questions autochtones et tribales, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Tawfiq El-Zabri	Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique
Mme Kholood Farran	Consultante, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
M. Edward Heinemann	Conseiller technique et politique principal du Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes Management
Mme Nilda Rosana Hidalgo	Assistante financière, Division de la comptabilité et du contrôle
M. Bernard Hien	Directeur de plateforme/Chargé de programme de pays, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Mme Graciela Hjar	Analyste de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Gilbert Houngbo	Président du FIDA
Mme Martina Improtà	Consultante, Division Afrique orientale et australe
Mme Petra Jarvinen	Cadre auxiliaire, Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Steven Jonckheere	Spécialiste technique principal, Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Katharina Krumbiegel	Conseillère auprès de la Vice-Présidente, Bureau de la Présidence et de la Vice-Présidence
Mme Aude Le Goff	Consultante, Bureau du Conseil juridique
M. Juan Jose Leguia Alegria	Spécialiste régional, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Mme Margherita Loddoni	Consultante, Questions autochtones et tribales, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Andrea Marchetti	Analyste de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Riccardo Maria Mazzoni	Stagiaire, Nutrition, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Mauro Martini	Administrateur, Envois de fonds, Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, Division production durable, marchés et institutions
M. Lisandro Martin	Directeur, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Mme Sylvie Marzin	Analyste des cadres logiques, Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Mme Annalisa Mauro	Coordinatrice du réseau et des opérations, Coalition internationale pour l'accès à la terre
Mme Sara Mbago-Bhunu	Directrice régionale, Division Afrique orientale et australe
Mme Luisa Migliaccio	Chargée de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Christopher Neglia	Appui à la communication, Coalition internationale pour l'accès à la terre
M. Torben Nilsson	Spécialiste principal pour l'engagement mondial, Division de l'engagement mondial et des relations multilatérales
Mme Joyce Njoro	Spécialiste technique principale, Nutrition, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Guilherme Nogueira Seixas Queiroz Varro	Stagiaire, Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Rasha Omar	Chargée de programme de pays, Division Asie et Pacifique
M. Oliver Page	Spécialiste régional, Changements climatiques et environnement, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale

Mme Sabine Pallas	Communications stratégiques, liaison avec les donateurs, justice entre les sexes, Coalition internationale pour l'accès à la terre
Mme Roberta Pappalardo	Trésorière, Division des services de trésorerie
M. Francisco Pichon	Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
Mme Rossana Polastri	Directrice, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Mattia Prayer Galletti	Spécialiste technique principal, Questions autochtones et tribales, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Dyah Pritadrajati	Stagiaire, Division Afrique orientale et australe
M. Jesus Quintana	Directeur de pays et Chef de la plateforme, Pérou, Division Amérique latine et Caraïbes
Mme Sara Radulovic	Cadre auxiliaire, Division des services de trésorerie
M. Claus Reiner	Directeur de pays, Coopération Sud-Sud et triangulaire et gestion des savoirs, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Baptiste Renard	Consultant, Division Afrique orientale et australe
Mme Sandra Reyes	Adjointe administrative, Secrétariat, Département de la stratégie et des savoirs
Mme Chiara Romano	Consultante, Division Afrique orientale et australe
Mme Monica Romano	Administratrice, Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources
M. David Alejandro Rubio	Coordonnateur pour les peuples autochtones, Coalition internationale pour l'accès à la terre
M. Ladislao Rubio	Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
M. Juan Diego Ruiz Cumplido	Coordonnateur sous-régional et Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes
Mme Livia Sagliocco	Stagiaire, Questions autochtones et tribales, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
Mme Charlotte Salford	Vice-Présidente adjointe, Département des relations extérieures et de la gouvernance
Mme Allegra Santilli	Stagiaire, Division de la communication
M. Karan Sehgal	Consultant, Division Asie et Pacifique, Énergies renouvelables, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Frederic Sicamois	Consultant, Division de la communication
M. Paolo Silveri	Économiste régional, Division Amérique latine et Caraïbes
Mme Silvia Sperandini	Appui au programme, Égalité femmes-hommes et inclusion sociale, Division environnement, climat, égalité femmes-hommes et inclusion sociale
M. Emanuele Spina	Stagiaire, Division des services administratifs
Mme Tiziana Stefanelli	Analyste des opérations, Département de la stratégie et des savoirs
M. Michael Taylor	Directeur, Coalition internationale pour l'accès à la terre
Mme Cristina Timponi Cambiaghi	Directrice de la coordination des politiques thématiques et mondiales, Coalition internationale pour l'accès à la terre
Mme Petra Valente	Assistante administrative, Département de la stratégie et des savoirs
Mme Ashley Von Anrep	Coordinatrice des communications, Coalition internationale pour l'accès à la terre
M. Paul Winters	Vice-Président adjoint, Département de la stratégie et des savoirs
Mme Manuela Zingales	Secrétariat temporaire & Équipe régionale Assistante administrative, Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Liste de documents de référence

Domaine thématique	Document
Ateliers régionaux organisés dans la perspective de la quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA	Rapport de synthèse des ateliers régionaux de consultation
	Rapport de l'atelier régional de consultation tenu en Asie
	Rapport de l'atelier régional de consultation tenu dans le Pacifique
	Rapport de l'atelier régional de consultation tenu dans la région Amérique latine et Caraïbes
	Rapport de l'atelier régional de consultation tenu en Afrique
Quatrième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA	Note conceptuelle pour le Forum des peuples autochtones, 2019
	Vidéo sur la criminalisation des peuples autochtones, prenant pour base un rapport préparé par Mme Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
	Rapport sur les progrès réalisés par le FIDA dans son engagement aux côtés des peuples autochtones: les années 2017 et 2018
	Évaluation du quatrième cycle du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (2018)
	Présentations PowerPoint
	Banque d'images du FIDA
Autres documents et matériel d'information	Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones
	Note pratique Obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause dans les projets d'investissement du FIDA
	Glossaire sur les peuples autochtones
	L'avantage des savoirs traditionnels: les savoirs des peuples autochtones dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets
	Dix années d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones
	Les droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources naturelles <i>Enseignements tirés des projets appuyés par le FIDA</i>
	Peuples autochtones: apprécier, respecter et soutenir la diversité
	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Lien

<https://www.ifad.org/documents/38714174/41005783/Rapport+de+synth%C3%A8se+2018+Ateliers+consultatifs+r%C3%A9gionaux.pdf/0bab0fe9-b1ee-d399-6148-bf9ca243c8e1>

(en anglais): https://www.ifad.org/documents/38714174/41004801/asia_regional_report_workshop_ip4f.pdf/e7448b4c-bbc7-dd85-304d-ba8f8f5271e7

(en anglais): https://www.ifad.org/documents/38714174/41004801/Pacific_Regional+Workshop+2018_IPs+Forum+IFAD.pdf/a001fd89-3175-63f0-aded-a5a4ad6d5d8f

(en espagnol): <https://www.ifad.org/documents/38714174/41004801/Reporte+Panam%C3%A1++Memoria+final.pdf/e5a8e7ed-5a60-22ed-c2d6-ce7d34ad4824>

en anglais: https://www.ifad.org/documents/38714174/41004801/AFRICA_Report+Regional+Workshop+2018_IPs+Forum.pdf/98fb76e8-0440-f9a5-ca53-c05ff8eea251

en français: https://www.ifad.org/documents/38714174/41004801/AFRICA_Report+Regional+Workshop+2018_IPs+Forum_f.pdf/3293b73c-a17f-5770-0f84-7750cbab221d

https://www.ifad.org/documents/38714174/40848152/ipforum2019_flyer_f.pdf/cb17974a-50f3-4195-85ef-490b97b79398

https://www.youtube.com/watch?v=5YkZJNB_Xfw&feature=youtu.be

https://www.ifad.org/documents/38714174/40848152/rip_2017-18_f.pdf/776b187c-3dba-28f1-87aa-10573909b659

<https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41013869>

(en anglais): https://www.ifad.org/documents/38714174/41093022/4IPF_Presentations.pdf/2baf1bb7-bb58-1fe8-d05f-12d5c21bfeb2

<https://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

<https://www.ifad.org/fr/web/guest/document-detail/asset/39432502>

<https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/39181253>

<https://www.ifad.org/documents/38714170/39144386/Indigenous+Peoples+Glossary.pdf/0509879e-54fc-477c-a465-aae53321ed34>

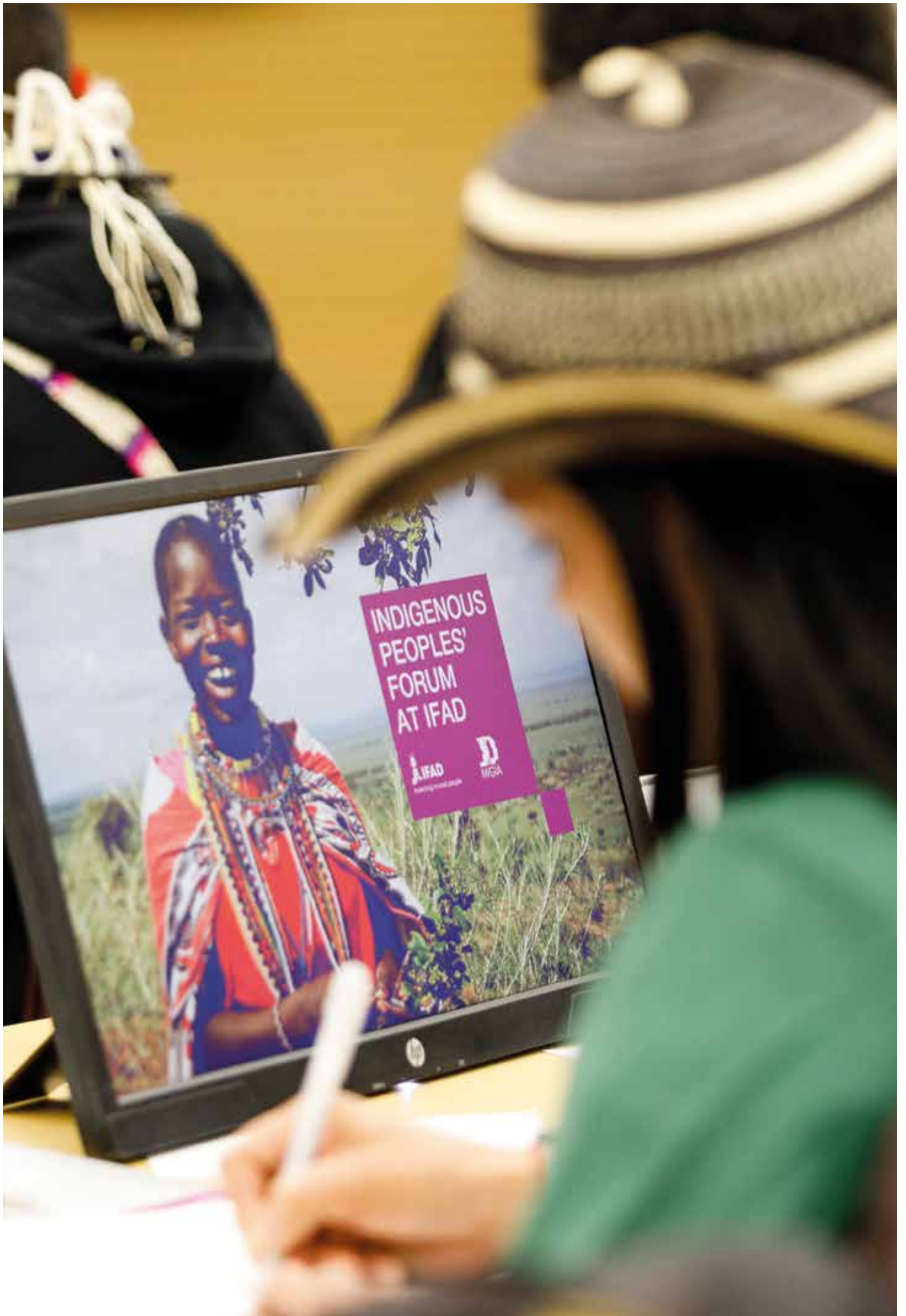
https://www.ifad.org/documents/38714170/40320989/traditional_knowledge_advantage_f.pdf/87a0c5d8-517a-4902-9c3c-fb333a07a520

<https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/39367637>

<https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/40272596>

https://www.ifad.org/documents/38714170/39150184/Indigenous+peoples+-+valuing%2C+respecting+and+supporting+diversity_f.pdf/ee1b5781-d4d7-46f1-963b-cc62a662f7

https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf



Partenaires

Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)

Alliance of Indigenous Peoples of the Archipelago (AMAN)

Centro para la Autonomía y Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CADPI)

Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y el Caribe (FILAC)

International Indigenous Women's Forum (IIWF/FIMI)

Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organisation (MPIDO)






Pacific Island Farmers Organisation Network (PIFON)

Samburu Women Trust (SWT)

Tebtebba (Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education)



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Juin 2019

CONTACT

Mattia Prayer Galletti
Spécialiste technique principal
Peuples autochtones et questions tribales
Division environnement, climat, égalité
femmes-hommes et inclusion sociale
Département de la stratégie et des savoirs
Fonds international de développement
agricole (FIDA)
Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 5459 2294
Mobile: +393 3575 16429
Courriel: m.prayer@ifad.org
www.ifad.org/indigenous-peoples

